

**INSTITUT NATIONAL DE
LA STATISTIQUE**



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

DEUXIEME ENQUETE CAMEROUNAISE AUPRES DES MENAGES

Pauvreté subjective au Cameroun en 2001

Février 2003

TABLE DES MATIERES

<u>RESUME EXECUTIF</u>	2
<u>INTRODUCTION</u>	5
<u>CHAPITRE 1. RESULTATS DE L'APPROCHE DIRECTE</u>	6
<u>1.1 Appréciation de la pauvreté collective</u>	6
<u>1.2 Appréciation de la pauvreté individuelle</u>	12
<u>1.3 Pauvreté subjective appréciée à partir des contraintes de gestion de revenu</u>	16
<u>CHAPITRE 2. MISE EN ŒUVRE ET RESULTATS DE L'APPROCHE INDIRECTE</u>	19
<u>2.1 Données, items, scores et seuil de pauvreté subjective</u>	19
<u>2.2 Profil de pauvreté subjective</u>	22
<u>CHAPITRE 3. PAUVRETE SUBJECTIVE ET PAUVRETE MONETAIRE</u>	28
<u>3.1 Approche directe de la pauvreté subjective et pauvreté monétaire</u>	28
<u>3.2 Approche indirecte de la pauvreté subjective et pauvreté monétaire</u>	30
<u>CHAPITRE 4. PERCEPTION DES CAUSES DE LA PAUVRETE ET DES ACTIONS PRIORITAIRES D'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE</u>	34
<u>4.1 Perception des causes de la pauvreté</u>	34
<u>4.2 Perception des principales actions d'amélioration des conditions de vie</u>	38
<u>CONCLUSION</u>	42
<u>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES</u>	43

RESUME EXECUTIF

La présente étude vise à analyser la pauvreté telle qu'elle est perçue par les populations. Des questions ont été posées aux populations lors des consultations participatives de mars-avril 2000 et de janvier 2002 sur la définition et les causes de la pauvreté et sur les solutions pour s'en sortir. Lors de l'ECAM II, les ménages se sont prononcés entre autres sur les causes de la pauvreté, sur les actions prioritaires pour améliorer leurs conditions de vie, sur l'appréciation personnelle de leur statut de pauvreté par rapport à celui de leurs voisins et de leurs parents, sur leur capacité à couvrir toutes leurs dépenses et sur le minimum de revenus qu'il leur faudrait pour subvenir à leurs besoins vitaux. Ces informations permettent de classer directement les ménages selon leur statut de pauvreté subjective d'une part, et de définir un seuil de pauvreté subjective afin de procéder indirectement à un tel classement d'autre part.

Les données utilisées sont essentiellement issues de la section du questionnaire de l'ECAM II qui traite de la perception de la pauvreté par la personne de référence de chaque ménage (généralement le chef de ménage ou son conjoint). Bien que l'opinion de cette personne de référence ne traduise pas toujours celle des autres membres du ménage, elle est considérée comme représentative de l'opinion de tout le ménage. Ainsi, l'opinion du répondant est assimilée à celle du ménage.

L'analyse des aspects subjectifs de la pauvreté a consisté à catégoriser les ménages suivant une approche directe puis, une approche dite indirecte en pauvres et non pauvres, à faire un rapprochement entre les notions de pauvreté subjective et de pauvreté monétaire et à examiner ce que pensent les ménages des principales causes de la pauvreté et des principales solutions contre elle.

L'approche directe a évalué la pauvreté subjective au moyen des questions singulières sur diverses appréciations de la pauvreté, questions permettant de faire directement une partition des ménages entre pauvres et non pauvres du point de vue du concept abordé par chacune d'elle. Il en est ressorti qu'une grande majorité de ménages camerounais (80%) pensent que les habitants de leur localité de résidence (village, quartier) sont pauvres. Paradoxalement, ils sont moins de la moitié à penser que le Cameroun est un pays pauvre. Les chefs de ménages sont également majoritaires à considérer leurs ménages pauvres par rapport à ceux de leurs voisins ou par rapport à ceux de leurs parents. Lorsqu'on leur demande s'ils pensent que leurs ménages sont pauvres ou non sans donner de référence, ils sont près de 9 sur 10 à répondre par l'affirmative. De même, une proportion importante de ménages (46%) déclarent éprouver des difficultés pour couvrir leurs dépenses mensuelles. Par ailleurs, une très forte proportion d'entre eux a été privée au moins une fois durant les douze mois précédant l'enquête, de la distribution courante d'eau, d'électricité ou de téléphone, pour des raisons de non paiement de quittance.

L'approche indirecte quant à elle a évalué la pauvreté subjective en établissant un seuil basé sur les cumuls des items construits à partir des aspects évalués individuellement dans l'approche directe. Il en a résulté que la pauvreté au sens subjectif touche une grande proportion de ménages (71% au niveau national) ; elle est plus répandue en milieu rural qu'en milieu urbain et concerne plus les agriculteurs que les autres groupes socioéconomiques (bien que tous les taux soient élevés). En outre, elle touche plus les ménages dirigés par des personnes moins instruites ou de sexe féminin. Ces principaux résultats ont été par ailleurs confirmés par un modèle économétrique.

Un rapprochement du classement des ménages selon l'une ou l'autre approche subjective et l'approche monétaire permet d'abord de noter une grande convergence de ces aspects de la pauvreté.

A titre d'exemple, lorsqu'on considère les pauvres sur le plan monétaire, l'approche directe de la pauvreté subjective révèle que près de quatre cinquièmes parmi eux se déclarent pauvres par rapport à leurs voisins, et deux tiers plus pauvres que leurs parents. Par ailleurs, seulement 37% des ménages jugés non pauvres monétairement se reconnaissent comme tels par rapport à leurs voisins.

A propos de la pauvreté subjective par rapport aux parents, elle concerne 67% des ménages pauvres sur le plan monétaire tandis que 41% des ménages classés sur ce plan comme étant non pauvres affirment vivre mieux que leurs parents. En d'autres termes, jusqu'à un tiers des ménages monétairement pauvres pensent être relativement aisés par rapport à leurs parents. Deux cinquièmes des ménages non pauvres sur le plan monétaire pensent avoir un niveau de vie inférieur à celui de leurs parents.

C'est surtout à propos du jugement que les chefs de ménages ont sur leur propre ménage sans référence pré-établie et du classement qu'ils donnent à leur ménage sur une échelle de niveau de vie que l'on peut mieux apprécier la convergence ou la divergence entre les notions de pauvreté monétaire ou objective et de pauvreté subjective. En effet, la quasi-totalité des chefs de ménages pauvres sur le plan monétaire affirment spontanément être pauvres ou même très pauvres et ceci dans toutes les régions du pays. Près de 2 ménages sur 10 classés non pauvres sur le plan monétaire sont considérés par leurs chefs comme tels.

Si l'on considère les approches de pauvreté objective et de pauvreté subjective indirecte, trois ménages sur quatre sont pauvres selon au moins l'une des deux approches. Le quart restant est donc épargné par la pauvreté monétaire et la pauvreté subjective. Par ailleurs, 26% des ménages cumulent à la fois les deux aspects monétaire et subjectif de la pauvreté. Ces résultats confirment la nécessaire complémentarité entre ces approches de mesure de la pauvreté qui ne recouvrent pas la même réalité.

Face à la pauvreté ambiante, les chefs de ménages ont été conviés à en citer les causes et à en préconiser les solutions qu'ils jugent les plus appropriées. Il ressort de leurs déclarations que la pauvreté provient principalement des trois causes suivantes : le manque d'emplois, la baisse ou l'insuffisance des revenus et la corruption ou mauvaise gestion des ressources publiques. Entre la moitié et les deux tiers des répondants ont cité ces causes. Toutefois, surtout en milieu rural et sans distinction du statut de pauvreté du ménage, le faible niveau d'instruction et les problèmes d'enclavement affectent également le niveau de vie des ménages. D'autres causes comme le manque de troupeau ou de terre paraissent plus localisées que communes à toutes les régions du pays.

En ce qui concerne les actions prioritaires préconisées pour la lutte contre la pauvreté par au moins 30% des chefs de ménages interviewés, il apparaît que toute politique de réduction de la pauvreté doit nécessairement entreprendre des actions de création d'emplois, de désenclavement, de garantie des justes prix des produits agricoles et de facilitation de l'accès aux soins de santé. En outre, l'accessibilité à l'éducation et la lutte contre la corruption qui chacune est préconisée par près de 25% des chefs de ménages ne devraient pas être négligées.

INTRODUCTION

La pauvreté est un phénomène multidimensionnel dont l'approche d'étude la plus utilisée, particulièrement dans les pays en développement, est l'approche objective basée sur les aspects monétaires. Par conséquent, jusqu'à ces dernières années, seuls les résultats de cette approche avaient été pris en compte dans la définition des programmes économiques de lutte contre la pauvreté. Mais, parce que jugée insuffisante et fondée sur une hypothèse normative reflétant des choix du statisticien, l'approche objective gagnerait à être complétée par d'autres approches à l'instar de l'approche subjective qui prend en compte l'opinion des ménages en matière de bien-être. C'est pourquoi depuis quelques années, à travers les programmes de troisième génération, les institutions de Bretton Woods souhaitent que les politiques, surtout de lutte contre la pauvreté, prennent en compte l'opinion des populations elles-mêmes. Ainsi, l'élaboration du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) s'est faite au Cameroun dans le cadre d'un processus participatif qui a permis de recueillir et d'intégrer les perceptions et les attentes des populations, grâce à deux séries de consultations participatives organisées dans le pays en 2000 et en 2002.

Partant de l'appréciation que les populations donnent au concept de pauvreté, l'approche subjective de la pauvreté se fonde avant tout sur la constante notion de relativité de ce phénomène. On est pauvre par rapport aux autres membres de sa société, à une période donnée, aux normes définies par soi-même ou ailleurs et par d'autres, c'est-à-dire par rapport à un critère qui n'est stable ni dans l'espace, ni dans le temps.

Il convient donc d'exploiter l'ensemble de ces informations dans le cadre d'une analyse de la pauvreté selon les ménages et de procéder aux recoupements nécessaires entre les différentes approches subjectives. Une telle analyse sera incomplète si elle ne rapproche pas à terme les aspects subjectifs de la pauvreté à ses aspects monétaires afin d'en apprécier leur convergence ou plutôt leur complémentarité.

Ce travail comporte quatre chapitres. Le premier analyse directement la perception que les ménages ont de leurs conditions de vie et du phénomène de la pauvreté. Le deuxième s'attèle à élaborer un seuil de pauvreté subjective et à établir le profil de pauvreté selon cette approche dite indirecte. Le troisième chapitre compare les résultats de l'approche monétaire aux approches subjectives de la pauvreté au Cameroun. Quant au dernier chapitre, il scrute les principales causes de la pauvreté et les solutions préconisées par les ménages pour s'en sortir.

CHAPITRE 1. RESULTATS DE L'APPROCHE DIRECTE

Il est question dans ce chapitre d'analyser la perception que les porte-parole des ménages que sont en principe les chefs de ménages ont de la situation générale du Cameroun et de leur localité de résidence vis-à-vis de la pauvreté, du niveau de vie de leur ménage en particulier par rapport à celui de leurs parents, de leurs voisins ou sans aucune référence. D'autres aspects de cette analyse concernent la couverture des besoins du ménage, le revenu minimum pour vivre, la privation de certains biens et services. Les variables de classification retenues ici sont : la région et le milieu de résidence du ménage et quelques caractéristiques des chefs de ménages à savoir le sexe, le niveau d'instruction et le groupe socioéconomique. L'approche utilisée ici pour analyser la pauvreté subjective est qualifiée de directe car le classement d'un ménage comme pauvre ou non pauvre est fondé sur la réponse fournie par le ménage sur une et une seule question.

1.1 Appréciation de la pauvreté collective

La deuxième Enquête camerounaise auprès des ménages a donné l'occasion aux responsables de ménages d'exprimer individuellement la perception qu'ils ont du statut de pauvreté du pays et de leur localité de résidence en particulier. En d'autres termes, il s'agissait pour eux de donner leur appréciation sur le statut de pauvreté collective au niveau national et au niveau de leur communauté de résidence.

1.1.1 Appréciation des conditions de vie au Cameroun en général

A la question de savoir si les ménages pensent que le Cameroun est un pays pauvre ou non, environ 2 répondants sur 5 ont donné une réponse affirmative. Pourtant, l'on se serait attendu à un pourcentage élevé de réponses affirmatives dans un contexte où le Cameroun ne commence qu'à sortir d'une longue et sévère crise économique et ploie encore sous le lourd fardeau de la dette. Ce contexte est marqué par la pauvreté ressentie tant au niveau de l'Etat que des autres agents économiques, les ménages en particulier. Pour lutter contre ce phénomène, les pouvoirs publics ont entrepris un processus participatif largement médiatisé impliquant les populations et les autres partenaires locaux, et un plaidoyer en direction des bailleurs de fonds internationaux afin de bénéficier de l'initiative PPTE¹.

Le pourcentage de ménages qui pensent que le Cameroun est un pays pauvre peut être interprété comme étant un taux de perception de la pauvreté par les ménages. Ce taux varie selon la région et le milieu de résidence du ménage (tableaux 1.1 et 1.2). C'est ainsi que des 12 régions d'enquête, les provinces du Nord-Ouest, de l'Ouest et du Centre hormis Yaoundé sont celles où plus de la moitié des ménages pensent que le Cameroun est un pays pauvre. Trois autres régions ont un taux de perception élevé de la pauvreté du pays, se situant au-dessus de la moyenne nationale de 41,5% ; il s'agit du Nord, du Sud et de l'Extrême-Nord. Parmi les six régions restantes ayant un taux de perception inférieur à la moyenne nationale, la province du Sud-Ouest et la ville de Douala ont les plus faibles proportions de ménages qui pensent que le Cameroun est un pays pauvre (respectivement 18 et 25%).

¹ Initiative récente d'allègement de la dette extérieure soutenue par les bailleurs de fonds internationaux en faveur des « pays pauvres très endettés » remplissant certaines conditionnalités fixées par ces bailleurs.

Une comparaison par milieu de résidence permet de constater qu'en dehors du Sud-Ouest, les ménages urbains sont moins enclins que les ménages ruraux à affirmer que le Cameroun est un pays pauvre. On pourrait penser que les conditions de vie des populations sont moins bonnes dans les villages que dans les villes, ce qui se traduit par une incidence de la pauvreté relativement forte en milieu rural ; de ce fait, les ménages transposeraient leur situation propre à l'ensemble du pays.

Selon le sexe du chef de ménage, la perception générale de la situation du Cameroun vis-à-vis de la pauvreté est globalement la même chez les hommes et chez les femmes résidant en milieu urbain. On note cependant que dans l'ensemble et particulièrement en milieu rural, les femmes sont relativement plus nombreuses que les hommes à penser que le Cameroun est un pays pauvre.

Tableau 1.1 : Pourcentage de ménages qui pensent que « le Cameroun est un pays pauvre » par région et milieu selon le sexe du chef de ménage

Région	Milieu urbain			Milieu rural			Ensemble		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Douala	23,9	30,5	25,4	///	///	///	23,9	30,5	25,4
Yaoundé	31,7	30,2	31,3	///	///	///	31,7	30,2	31,3
Adamaoua	28,2	37,6	29,9	40,0	40,3	40,1	36,7	39,6	37,3
Centre	15,1	13,8	14,8	52,3	70,0	57,1	49,2	65,9	53,7
Est	33,5	30,3	32,7	33,8	45,9	35,8	33,8	43,1	35,4
Extrême-Nord	35,0	29,3	33,9	44,1	39,0	43,4	43,1	37,5	42,3
Littoral	23,0	17,9	21,7	22,7	22,2	22,5	22,8	20,6	22,2
Nord	47,2	42,3	46,2	47,0	53,2	48,0	47,0	50,7	47,6
Nord-Ouest	42,1	41,5	42,0	68,7	78,1	71,8	63,4	72,0	66,2
Ouest	42,9	35,6	41,0	53,4	73,7	59,5	50,7	65,5	55,0
Sud	20,5	26,7	22,3	47,9	40,1	45,9	45,3	38,6	43,5
Sud-Ouest	27,6	24,7	26,6	12,7	18,0	13,8	16,7	20,7	17,7
Cameroun	30,5	30,5	30,5	44,8	55,8	47,3	39,9	46,5	41,5

Source: ECAM II; I.N.S.

Le groupe socioéconomique et le niveau d'instruction du chef de ménage apparaissent comme des éléments particulièrement discriminants de la perception que les ménages ont de la situation du Cameroun par rapport à la pauvreté. En effet, selon le groupe socioéconomique du chef de ménage (tableau 1.2), les ménages dirigés par des agriculteurs ou par des personnes inactives sont les plus enclins à penser que le Cameroun est un pays pauvre. Cette perception est nettement moins partagée par les ménages dont le chef est travailleur du secteur public, travailleur du secteur privé formel ou chômeur. Les groupes les plus sensibles à l'état de pauvreté du Cameroun sont constitués des ménages les plus défavorisés sur l'échelle des niveaux de vie monétaire. Comme précédemment en ce qui concernait le milieu de résidence, on peut ainsi conclure que la perception que les ménages ont du statut de pauvreté générale du pays traduit d'abord leurs propres conditions de vie.

Dans l'ensemble, le pourcentage des ménages qui pensent que le Cameroun est un pays pauvre décroît avec le niveau d'instruction du chef de ménage (tableau 1.3). C'est en effet parmi les personnes les plus instruites que l'on enregistre les plus faibles incidences de pauvreté monétaire et que le phénomène de pauvreté du pays est le plus attribué à des causes liées à la mauvaise gestion de l'économie et à la corruption. Pour cela, certains parmi eux pensent que le Cameroun n'est vraiment pas pauvre, mais regorge de richesses mal ou insuffisamment exploitées, et parfois mal gérées.

Tableau 1.2 Pourcentage de ménages qui pensent que « le Cameroun est un pays pauvre » par région selon le groupe socioéconomique du chef de ménage

Région	Travailleurs secteur public	Travailleurs du privé formel	Agriculteurs	Travailleurs du privé informel	Chômeurs	Inactifs	Ensemble
Douala	22,4	21,8	0,0	27,6	26,4	33,1	25,4
Yaoundé	32,9	30,4	33,1	30,4	27,2	38,8	31,3
Adamaoua	23,7	24,7	36,0	46,1	44,9	36,3	37,3
Centre	32,7	35,4	60,1	42,0	48,3	51,4	53,7
Est	27,6	29,0	36,3	36,5	31,5	51,8	35,4
Extrême-Nord	46,9	31,5	42,5	40,7	56,7	45,5	42,3
Littoral	15,5	22,6	21,9	28,5	20,8	18,8	22,2
Nord	42,6	42,4	48,8	41,6	36,4	64,7	47,6
Nord-Ouest	38,3	51,1	73,3	61,4	36,5	76,2	66,2
Ouest	36,7	51,2	63,2	44,5	45,1	52,6	55,0
Sud	33,1	47,1	42,5	51,0	24,0	35,7	43,5
Sud-Ouest	21,6	16,0	8,2	22,9	31,3	22,8	17,7
Cameroun	29,9	31,4	48,4	37,9	32,4	43,6	41,5

Source: ECAM II; I.N.S.

Tableau 1.3 Pourcentage de ménages qui pensent que « le Cameroun est un pays pauvre » par région et milieu selon le niveau d'instruction du chef de ménage

Région	Milieu urbain						Milieu rural						Ensemble					
	Non scolaire	Pri-maire	Secon-daire 1er cycle	Secon-daire 2nd cycle	Supéri-eur	En-semble	Non scolaire	Pri-maire	Secon-daire 1er cycle	Secon-daire 2nd cycle	Supérieur	En-semble	Non scolaire	Pri-maire	Secon-daire 1er cycle	Secon-daire 2nd cycle	Supérieur	Ensemble
Douala	43,8	22,7	22,7	25,0	29,3	25,4	///	///	///	///	///	///	43,8	22,7	22,7	25,0	29,3	25,4
Yaoundé	32,4	30,2	32,3	30,1	32,1	31,3	///	///	///	///	///	///	32,4	30,2	32,3	30,1	32,1	31,3
Adamaoua	32,4	29,5	29,5	32,3	18,7	29,9	37,2	46,3	32,5	43,3	24,9	40,1	36,2	42,4	31,2	36,3	19,5	37,3
Centre	4,7	25,9	11,1	18,7	10,5	14,8	70,7	56,9	55,6	37,7	35,5	57,1	68,3	55,9	50,7	33,9	26,9	53,7
Est	38,0	35,6	27,2	31,4	35,9	32,7	34,9	37,6	31,2	47,9	6,5	35,8	35,1	37,5	30,6	42,4	22,1	35,4
Extrême-Nord	34,8	34,8	22,1	32,7	52,5	33,9	43,4	39,7	58,0	40,9	37,4	43,4	42,7	39,0	51,6	37,1	41,8	42,4
Littoral	31,3	26,2	19,9	15,0	10,5	21,7	21,0	25,9	18,6	20,3	19,7	22,5	23,8	26,0	19,2	17,1	13,8	22,2
Nord	48,7	49,2	35,7	44,0	48,3	46,2	47,9	43,7	59,8	68,8	19,7	48,0	48,0	45,1	53,2	49,2	45,7	47,7
Nord-Ouest	51,7	45,9	39,4	35,6	30,4	42,0	80,5	69,7	62,9	62,4	42,6	71,8	78,7	65,7	53,7	51,3	36,9	66,2
Ouest	47,3	45,8	33,5	37,1	44,3	41,0	67,1	64,8	43,7	52,3	12,8	59,5	65,1	60,9	40,8	45,8	36,7	55,0
Sud	23,4	17,8	23,2	31,6	9,0	22,3	33,1	44,4	52,6	40,4	48,6	45,9	32,8	42,3	49,8	39,1	39,9	43,5
Sud-Ouest	14,0	30,6	35,2	19,6	18,6	26,6	20,1	11,9	10,9	19,0	9,3	13,8	19,1	17,1	18,3	19,3	14,3	17,7
Cameroun	37,6	31,8	28,1	27,6	30,2	30,5	50,1	48,3	43,0	40,1	27,6	47,3	48,3	43,4	35,9	32,1	29,7	41,5

Source: ECAM II; I.N.S.

1.1.2 Appréciation générale de la pauvreté dans les localités

En ce qui concerne les conditions de vie dans leur localité (village ou quartier) de résidence, les ménages ont eu à dire s'ils pensent que tous, la majorité ou peu de gens dans leur localité sont pauvres. En général, quels que soient la région, le milieu de résidence et les caractéristiques des chefs de ménage, ils jugent insatisfaisantes les conditions de vie dans leur localité. En effet, jusqu'à 4 chefs de ménages sur 5 pensent que les gens de leur localité sont pauvres pour la plupart, soit le double de ceux qui pensent que le Cameroun est un pays pauvre. Ainsi, en considérant que le fait pour la plupart des ménages d'une localité d'être pauvres traduit l'état de pauvreté de cette localité, la quasi-totalité des ménages classeraient ainsi leur village ou leur quartier comme étant pauvre. Un tel classement peut être imputable au fait que connaissant mieux leur environnement immédiat que le pays tout entier, les chefs de ménages interviewés peuvent mieux l'apprécier en fonction de divers critères plus ou moins subjectifs en rapport avec leur (propre) niveau de vie, à leurs souhaits ou en comparaison avec d'autres localités.

Dans les provinces du Sud et de l'Est, ainsi que dans les zones urbaines du pays y compris les deux grandes métropoles que sont Yaoundé et Douala, moins de trois quarts des ménages pensent que leur localité est pauvre. Au contraire dans le reste du pays, ce pourcentage dépasse les 80%.

Par rapport aux ménages urbains, à l'exception de la province du Littoral (hormis Douala), les ruraux pensent beaucoup plus que les gens de leur localité sont pauvres. On note aussi une large convergence de perception des hommes et des femmes au sujet de la pauvreté des gens de leur localité.

Tableau 1.4 : Pourcentage par région, milieu de résidence et par sexe des chefs de ménages qui pensent que toute la population ou la majorité des gens de leur localité est pauvre

Région	Milieu urbain			Milieu rural			Ensemble		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Douala	71,3	75,0	72,2	///	///	///	71,3	75,0	72,2
Yaoundé	68,5	60,5	66,4	///	///	///	68,5	60,5	66,4
Adamaoua	79,7	45,1	73,4	75,8	75,4	75,7	76,9	67,6	75,1
Centre	74,3	72,2	73,8	84,5	85,2	84,7	83,7	84,2	83,8
Est	66,1	60,1	64,6	74,4	77,0	74,8	73,5	74,0	73,6
Extrême-Nord	66,5	67,1	66,6	87,9	83,3	87,3	85,7	80,8	85,0
Littoral	82,2	83,7	82,6	82,5	72,3	79,5	82,4	76,4	80,7
Nord	77,7	51,7	72,5	87,4	78,5	86,0	85,5	72,1	83,3
Nord-Ouest	74,8	77,5	75,6	90,2	94,4	91,6	87,1	91,6	88,6
Ouest	76,2	81,2	77,5	82,5	88,4	84,3	80,9	86,9	82,6
Sud	62,2	57,2	60,7	74,3	67,4	72,5	73,2	66,2	71,3
Sud-Ouest	77,7	70,1	75,1	87,2	88,4	87,5	84,7	81,0	83,7
Cameroun	72,6	69,5	71,8	84,7	84,9	84,8	80,5	79,2	80,2

Source: ECAM II; I.N.S.

Quant à la perception des conditions de vie dans la localité de résidence en fonction du niveau d'instruction et du groupe socioéconomique du chef de ménage, l'allure des distributions est semblable à celle observée en ce qui concerne la perception générale de la pauvreté du Cameroun.

1.2 Appréciation de la pauvreté individuelle

Pour avoir une idée de la perception que les ménages ont de leurs propres conditions de vie, il a été demandé aux chefs de ménage de comparer les conditions de vie de leur ménage respectivement à celles de leurs voisins et de leurs parents, et de situer leur ménage sur une échelle de niveau de vie selon leurs propres critères. Bien entendu, les réponses fournies par les chefs de ménages ne se réfèrent ni à une norme ni à des critères objectifs. Les repères de comparaison, lorsqu'ils sont indiqués dans les libellés des questions, restent imprécis et sont souvent multiples ; à l'exemple de la notion de voisins. Les classements obtenus dépendent donc largement du jugement personnel des répondants.

1.2.1 Pauvreté subjective par rapport aux voisins

Les chefs de ménages ont donné leur opinion à la question de savoir s'ils vivent « mieux, comme ou moins bien » que leurs voisins. Compte tenu de l'imprécision de la notion de voisinage et de la multiplicité de leurs voisins, chaque répondant a eu à situer son ménage par rapport aux ménages ayant un standing de vie qu'il peut qualifier de 'moyen' tout autour de son ménage. Le pourcentage de ménages déclarant vivre moins bien que leurs voisins peut s'interpréter comme étant le taux de pauvreté subjective par rapport aux voisins.

A la lumière du tableau 1.5, environ deux tiers des ménages camerounais s'estiment vivre moins bien que leurs voisins. Alors qu'un tel jugement est partagé par près de la moitié des ménages de Yaoundé et de Douala, jusqu'à 6 à 8 ménages sur 10 dans les autres régions du Cameroun pensent être moins nantis que leurs voisins. Si l'on note une différence selon le milieu de résidence, les ruraux s'estimant plus fréquemment pauvres par rapport à leurs voisins, il n'en est pas de même de la perception selon le sexe du chef de ménage.

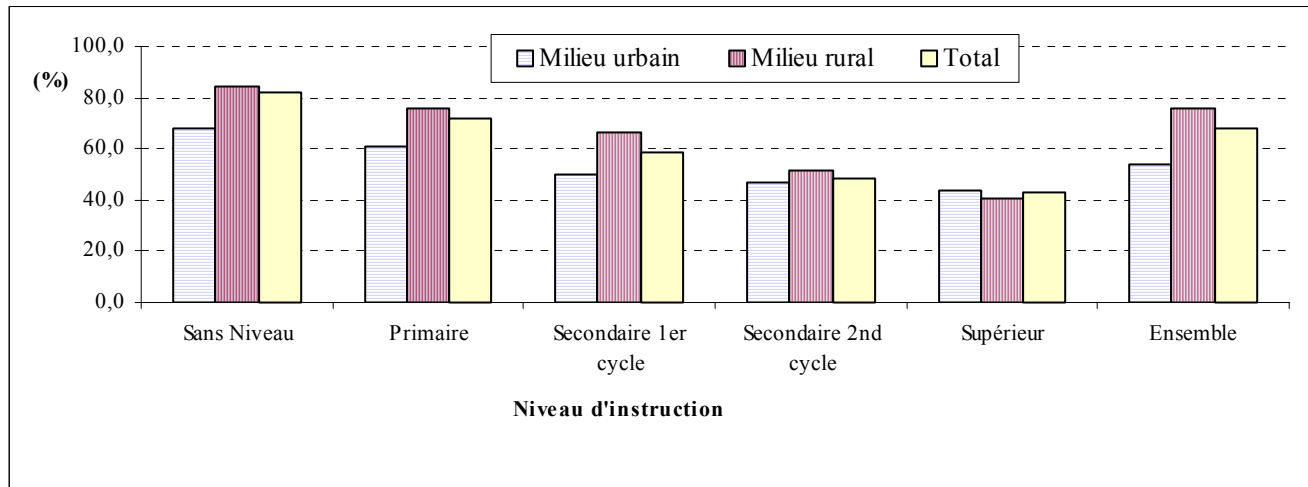
Tableau 1.5 Pourcentage par région, milieu de résidence et par sexe des chefs de ménages qui pensent que leur ménage est pauvre par rapport à leurs voisins

Région	Milieu urbain			Milieu rural			Ensemble		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Douala	47,5	47,9	47,6	///	///	///	47,5	47,9	47,6
Yaoundé	51,8	48,7	50,9	///	///	///	51,8	48,7	50,9
Adamaoua	70,1	72,1	70,5	83,2	83,0	83,2	79,6	80,2	79,7
Centre	54,2	61,9	56,1	74,9	77,4	75,6	73,2	76,3	74,0
Est	57,7	54,6	57,0	77,7	78,6	77,8	75,4	74,4	75,2
Extrême-Nord	70,3	66,3	69,5	83,0	90,2	84,0	81,7	86,5	82,4
Littoral	57,4	59,7	58,0	70,3	67,9	69,6	65,1	64,9	65,0
Nord	62,6	63,4	62,8	80,5	91,8	82,3	77,1	85,1	78,4
Nord-Ouest	56,0	65,5	58,7	66,3	83,9	72,2	64,2	80,8	69,6
Ouest	58,8	64,9	60,4	71,0	75,6	72,3	67,9	73,3	69,5
Sud	54,7	62,9	57,1	69,4	72,1	70,1	67,9	71,1	68,8
Sud-Ouest	43,1	55,4	47,3	67,8	50,1	64,0	61,3	52,2	59,0
Cameroun	53,4	54,7	53,7	75,2	78,0	75,8	67,7	69,3	68,1

Source: ECAM II; I.N.S.

Le graphique 1.1 montre que le taux de pauvreté subjective par rapport aux voisins varie en sens inverse du niveau d'instruction du chef de ménage. C'est ainsi que 82% des chefs de ménages n'ayant jamais été à l'école estiment vivre moins bien que leurs voisins ; ils ne sont que 72% de ceux ayant fait des études primaires et 43% de ceux ayant un niveau d'études supérieures (soit la moitié environ des chefs de ménages non instruits) à penser ainsi.

Graphique 1.1 Taux de pauvreté subjective par rapport aux voisins selon le niveau d'instruction du chef de ménage



Source: ECAM II; I.N.S.

1.2.2 Pauvreté subjective par rapport aux parents

En dehors de Yaoundé et de Douala, le taux de pauvreté subjective par rapport aux parents est inférieur ou égal à celui calculé par rapport aux voisins. Au niveau national, ce taux est de 61% contre 68% en ce qui concerne la pauvreté par rapport aux voisins. Le taux de pauvreté subjective par rapport aux parents semble généralement un peu plus élevé pour les ménages dirigés par les femmes que pour ceux dirigés par les hommes. Sans qu'il ne soit possible pour le moment de trouver des éléments d'explication, seules les zones rurales de l'Adamaoua et dans une certaine mesure du Sud-Ouest se démarquent par rapport à ce constat.

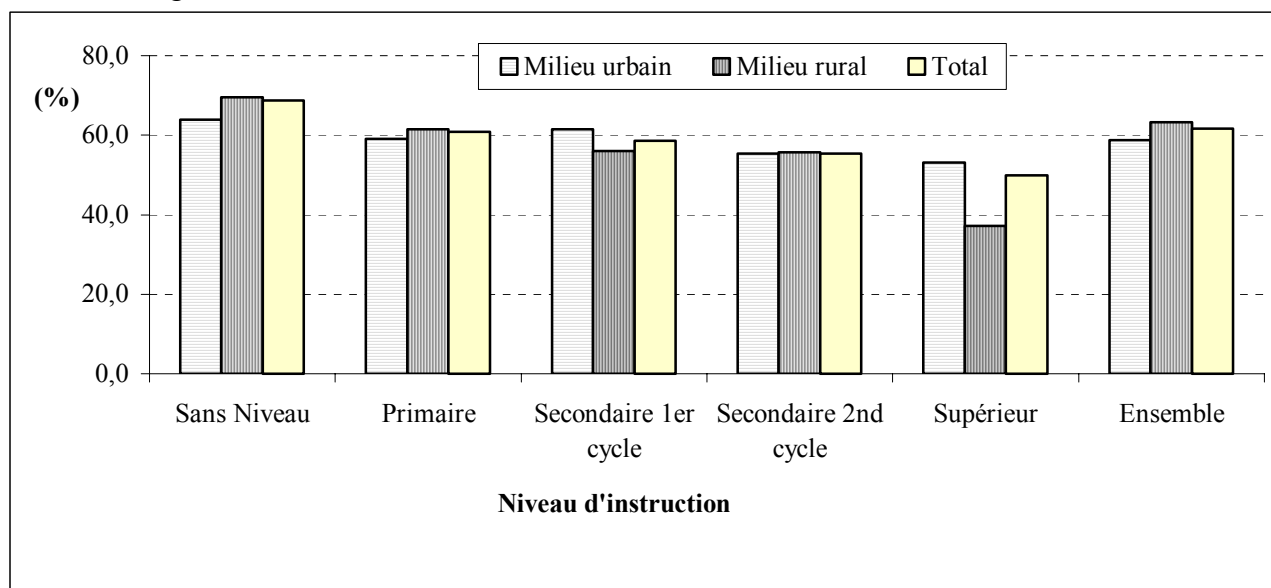
Tableau 1.6 Pourcentage par région, milieu de résidence et par sexe des chefs de ménages qui pensent que leur ménage est pauvre par rapport à leurs parents

Région	Milieu urbain			Milieu rural			Ensemble		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Douala	60,0	73,8	63,2	///	///	///	60,0	73,8	63,2
Yaoundé	58,9	60,5	59,3	///	///	///	58,9	60,5	59,3
Adamaoua	57,1	70,7	59,5	66,3	54,1	63,9	63,7	58,4	62,7
Centre	58,8	62,7	59,8	67,4	73,4	69,0	66,7	72,6	68,3
Est	42,2	43,0	42,4	48,8	61,9	51,0	48,1	58,6	49,9
Extrême-Nord	65,3	76,4	67,5	77,0	83,4	77,9	75,8	82,3	76,7
Littoral	61,9	69,0	63,7	58,6	63,3	60,0	59,9	65,4	61,4
Nord	45,7	62,8	49,2	60,4	86,6	64,6	57,6	81,0	61,6
Nord-Ouest	47,4	52,5	48,9	47,9	51,8	49,2	47,8	51,9	49,1
Ouest	63,4	72,9	65,8	58,2	72,1	62,4	59,5	72,3	63,2
Sud	51,6	72,0	57,5	59,8	61,3	60,2	59,1	62,4	59,9
Sud-Ouest	30,6	57,5	39,6	58,5	57,0	58,2	51,0	57,2	52,6
Cameroun	56,4	65,5	58,7	62,3	66,1	63,2	60,3	65,9	61,6

Source: ECAM II; I.N.S.

Une fois de plus ici, le taux de pauvreté subjective décroît avec le niveau d’instruction du chef de ménage : il est par exemple de 69% pour les non-scolarisés, 61% pour les chefs de ménage ayant le niveau du primaire et 50% pour ceux du niveau d’études supérieures. Mais outre les ménages dirigés par des agriculteurs ou des personnes inactives, ceux dont le chef est chômeur s’estiment plus fréquemment être pauvres par rapport à leurs parents.

Graphique 1.2 Taux de pauvreté subjective par rapport aux parents selon le niveau d’instruction du chef de ménage



Source: ECAM II; I.N.S.

Mais étant donné l'appartenance des chefs de ménages à plusieurs générations, et la variabilité des périodes de référence (certains parents étant encore en vie et d'autres pas), la perception des conditions de vie du ménage par rapport à celles des parents ne saurait traduire une évolution de la pauvreté dans le temps.

1.2.3 Pauvreté subjective des ménages sans indication de référence

A la question de savoir s'ils pensent que leur ménage est pauvre ou non, la quasi-totalité des chefs de ménages (près de 9 sur 10) ont spontanément répondu par l'affirmative. Les cas d'hésitation ont été considérés comme des réponses négatives. Dans toutes les régions et dans tous les milieux de résidence, le taux de pauvreté subjective des ménages varie de 70 à près de 100%. C'est dire que d'un point de vue subjectif, la pauvreté est un phénomène très courant partout au Cameroun en 2001. En réalité, on est toujours pauvre par rapport à un autre individu, à une autre époque ou à ce que souhaiterait être.

La perception du statut de pauvreté des ménages ne dépend pas du sexe du répondant, mais varie quelque peu en fonction de son niveau d'instruction.

Tableau 1.7 Pourcentage par région, milieu de résidence et par sexe des chefs de ménages qui pensent que leur ménage est pauvre

Région	Milieu urbain			Milieu rural			Ensemble		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Douala	79,5	81,5	79,9	///	///	///	79,5	81,5	79,9
Yaoundé	78,3	79,2	78,5	///	///	///	78,3	79,2	78,5
Adamaoua	85,2	79,9	84,2	84,9	88,4	85,6	85,0	86,2	85,2
Centre	83,6	83,0	83,4	90,6	93,1	91,3	90,0	92,4	90,7
Est	72,2	71,1	71,9	88,7	94,9	89,7	86,8	90,7	87,5
Extrême-Nord	75,4	71,3	74,6	90,5	92,1	90,7	88,9	88,9	88,9
Littoral	82,3	92,0	84,8	90,4	86,4	89,2	87,2	88,5	87,5
Nord	82,0	81,3	81,9	82,3	95,7	84,5	82,2	92,3	83,9
Nord-Ouest	83,4	83,4	83,4	92,8	96,1	93,9	90,9	94,0	91,9
Ouest	88,2	92,0	89,2	94,3	97,3	95,2	92,8	96,2	93,7
Sud	73,0	76,4	74,0	89,5	86,0	88,6	87,9	85,0	87,1
Sud-Ouest	80,3	80,5	80,4	86,3	86,0	86,2	84,7	83,8	84,5
Cameroun	80,4	81,8	80,7	89,6	93,0	90,4	86,4	88,8	87,0

Source: ECAM II; I.N.S.

Une autre question permettait à chaque chef de ménage de situer son ménage sur une échelle comportant quatre niveaux de vie à savoir très pauvres, pauvres, ni pauvres ni riches et riches. Elle permet à posteriori de classer globalement comme défavorisés les ménages déclarés très pauvres ou tout simplement pauvres. Bien que cette approche aboutisse à des taux de pauvreté subjective quelque peu inférieurs aux taux obtenus par l'approche précédente (différence de 5 à 6% par exemple au niveau national), on note une forte convergence des résultats de ces deux approches. En effet, à quelques points de pourcentage près, les distributions des taux de pauvreté obtenues sont semblables pour les deux approches en raison des similitudes entre les deux questions. Cependant, il importe de souligner que sur l'échelle de niveau de vie considérée, moins de 1% des chefs de ménages ont classé sans ambiguïté leur ménage comme étant riche.

1.3 Pauvreté subjective appréciée à partir des contraintes de gestion de revenu

Une autre façon d'apprécier le niveau de vie des ménages a consisté à amener chaque chef de ménage à comparer rapidement les revenus et les besoins de son ménage. En outre, l'on a essayé d'identifier certaines privations du ménage en services essentiels pour des raisons principalement financières.

Une première question cherchait à savoir si l'ensemble des revenus des membres du ménage permettait de couvrir entièrement les dépenses du ménage. Une autre essayait d'obtenir des chefs de ménages le montant de revenu mensuel minimum qu'ils pensent nécessaire pour qu'un ménage comme le leur ou une personne adulte vive sans difficulté dans leur localité. Enfin, d'autres questions portaient sur la disponibilité de certains services (eau courante, électricité et téléphone) dans le ménage et le nombre annuel de coupures subies pour non paiement de factures.

1.3.1 La couverture incomplète des dépenses du ménage par les revenus de ses membres

Au Cameroun en 2001, près de 46% des chefs de ménages ont déclaré que les dépenses mensuelles de leur ménage ne sont pas couvertes par les revenus mensuels de ses membres (voir tableau 1.8). En d'autres termes, certains besoins de leur ménage ne sont pas satisfaits à temps faute de moyens, ou encore le ménage recourt à des emprunts pour les satisfaire. Un ménage peut être implicitement classé comme pauvre s'il ne satisfait pas cette exigence de couverture de ses dépenses.

Cet aspect de pauvreté subjective se rencontre plus fréquemment dans les régions du Centre (hormis Yaoundé), de l'Est, du Littoral (y compris Douala), du Sud, du Sud-Ouest et du Nord-Ouest où elle touche au moins la moitié des ménages. Il est beaucoup plus observé en milieu rural qu'en milieu urbain, et surtout dans les ménages dirigés par des hommes.

Tableau 1.8 Pourcentage par région, milieu de résidence et par sexe des chefs de ménages dont les dépenses ne sont pas entièrement couvertes par les revenus des membres

Région	Milieu urbain			Milieu rural			Ensemble		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Douala	54,5	36,1	50,2	///	///	///	54,5	36,1	50,2
Yaoundé	41,6	29,9	38,5	///	///	///	41,6	29,9	38,5
Adamaoua	37,3	20,1	34,2	53,5	23,5	47,5	49,0	22,6	43,9
Centre	53,3	36,8	49,1	71,7	55,3	67,3	70,2	53,9	65,8
Est	30,2	40,3	32,7	65,2	59,2	64,2	61,2	55,9	60,3
Extrême-Nord	33,4	23,8	31,5	38,2	30,8	37,3	37,8	29,8	36,6
Littoral	51,6	39,0	48,3	63,2	56,4	61,2	58,5	50,1	56,2
Nord	47,1	37,0	45,1	42,2	37,4	41,4	43,2	37,3	42,2
Nord-Ouest	43,9	29,9	39,9	61,1	33,7	52,0	57,7	33,1	49,7
Ouest	34,8	15,2	29,8	33,4	15,8	28,1	33,8	15,7	28,5
Sud	55,3	38,6	50,4	57,6	43,7	54,0	57,4	43,2	53,6
Sud-Ouest	43,0	44,3	43,5	58,0	44,1	55,0	54,0	44,2	51,5
Cameroun	45,5	32,6	42,2	51,0	36,6	47,7	49,1	35,1	45,8

Source: ECAM II; I.N.S.

Le rapprochement du revenu mensuel minimum déclaré pour le fonctionnement du ménage et des dépenses mensuelles moyennes effectuées par le ménage au cours des douze mois précédant l'enquête fait ressortir que jusqu'à 79% des ménages aussi bien en ville que dans les villages ne disposeraient pas d'assez de revenus pour parvenir à vivre sans difficulté. Les différences régionales sont modérées, variant de -14 à +9 points par rapport à la moyenne nationale.

Il est à noter que le revenu minimum nécessaire déclaré reflète le caractère plus ou moins impérieux des besoins ressentis par les ménages ; cette notion de pauvreté subjective est susceptible de recouvrir aussi bien une évaluation des besoins du ménage que de traduire des revendications en matière de niveau de vie. Dépendant de la position du ménage dans l'échelle de revenu ainsi que des caractéristiques du ménage et de son milieu de vie, ce revenu minimum nécessaire ne saurait être considéré comme un seuil de pauvreté absolue².

1.3.2 La privation des services d'électricité, d'eau ou de téléphone

Les aspects de privation de certains services essentiels sont traditionnellement analysés dans le cadre de la pauvreté subjective.

L'ECAM II a également permis d'enregistrer l'accessibilité aux services ainsi que le nombre de fois dont chaque ménage enquêté a été victime de coupure d'eau, d'électricité ou de téléphone pour non paiement de factures aux fournisseurs de ces services au cours des douze derniers mois. Ces fournisseurs sont en principe des entreprises agréées par l'Etat mais peuvent aussi être d'autres ménages agissant dans un cadre plus ou moins formel. Il convient de considérer comme pauvre tout ménage n'ayant pas accès à ces services ou ayant été victime d'au moins une coupure pour non paiement de factures au cours des 12 mois précédant l'enquête. Ces privations pour cause d'inaccessibilité ou de non règlement des factures peuvent en effet s'interpréter comme étant des manifestations d'une insuffisance de revenus et donc de la pauvreté. Une telle interprétation est beaucoup plus valable pour l'électricité dont les services couvrent le plus le territoire national.

² Conf. F. Gardes et C. Loisy, « La pauvreté selon les ménages : une évaluation subjective et indexée sur leur revenu » in Economie et statistique N°308-309-310, 1997-8/9/10, p95.

Tableau 1.9 Pourcentage de ménages n'ayant pas accès à certains services ou victimes de privations de ces services au cours des 12 mois précédant l'enquête

Région	Eau courante			Electricité			Téléphone		
	Milieu urbain	Milieu rural	Total	Milieu urbain	Milieu rural	Total	Milieu urbain	Milieu rural	Total
Douala	81,6	///	81,6	65,0	///	65,0	95,6	///	95,6
Yaoundé	83,4	///	83,4	69,7	///	69,7	95,8	///	95,8
Adamaoua	87,5	99,6	96,2	68,4	97,9	89,7	97,3	99,9	99,2
Centre	76,6	98,1	96,3	64,3	68,7	68,4	92,4	99,4	98,8
Est	87,7	97,8	96,6	64,7	92,9	89,3	95,6	100,0	99,4
Extrême-Nord	93,6	99,8	99,1	75,3	98,2	95,7	98,7	100,0	99,8
Littoral	84,8	96,0	91,6	62,6	74,6	69,9	92,9	98,7	96,5
Nord	92,7	99,3	98,0	82,0	98,2	95,0	100,0	100,0	100,0
Nord-Ouest	82,1	95,9	93,2	76,3	94,1	90,7	97,9	99,6	99,2
Ouest	84,4	97,7	94,4	73,2	84,0	81,4	98,2	99,8	99,4
Sud	86,5	97,6	96,5	60,4	84,3	81,9	98,5	99,9	99,8
Sud-Ouest	85,7	94,2	91,6	67,8	86,3	80,7	98,5	99,9	99,5
Total	84,2	97,7	93,0	69,0	89,3	82,2	96,4	99,7	98,6

Source: ECAM II; I.N.S.

Ainsi définie, la pauvreté subjective toucherait la quasi-totalité des ménages (plus de 90%) en ce qui concerne le téléphone et l'eau courante. Seuls deux ménages sur dix en seraient épargnés si l'on considérait uniquement la privation en énergie électrique. Les ménages des villes, en particulier ceux des deux principales métropoles que sont Douala et Yaoundé et de leurs provinces respectives, ont une situation quelque peu enviable en ce qui concerne l'eau et l'électricité. Les taux élevés de pauvreté définie en terme de privation de service s'expliquent plus par l'inaccessibilité aux services retenus que par des privations pour non paiement de factures.

De tout ce qui précède, il apparaît que le phénomène de pauvreté est assez bien perçu et vécu par les populations ; même s'il n'est pas facile de s'entendre sur son contenu et ses contours compte tenu de ses multiples facettes.

CHAPITRE 2. MISE EN ŒUVRE ET RESULTATS DE L'APPROCHE INDIRECTE

Dans ce chapitre, la pauvreté subjective est analysée après la définition d'un seuil obtenu en termes de score à partir des items construits autour des questions sur l'aisance financière, les difficultés à couvrir certaines dépenses du ménage et la perception de la pauvreté. Le statut de pauvreté subjective est ainsi déterminé non pas directement à partir de la réponse à une seule question (chapitre 1) ; mais de façon indirecte par le cumul de plusieurs éléments de perception de la pauvreté du ménage. Il convient de commencer par une discussion sur les données utilisées avant de décrire la construction des scores et la fixation du seuil de pauvreté subjective pour l'élaboration d'un profil de pauvreté suivant cette approche.

2.1 Données, items, scores et seuil de pauvreté subjective

L'approche adoptée est une variante de celle de l'université de Leyde³. En raison de la très grande sensibilité des réponses aux formulations des questions, la ligne de pauvreté subjective n'est plus déterminée uniquement par le revenu minimum déclaré mais par un jeu de questions sur l'aisance financière et la perception de la pauvreté. Eu égard au principe selon lequel un élément devant entrer dans la construction d'un indicateur doit avoir un sens pour tous les ménages, le questionnaire de l'ECAM II a permis de sélectionner cinq questions pour la construction du score de pauvreté subjective. Trois questions concernent l'aisance financière et deux portent sur la perception du statut de pauvreté. Chacune de ces questions a permis de construire un item qui vaut 1 lorsque le ménage est défavorisé de ce point de vue et 0 sinon.

Dans le groupe des questions sur l'aisance financière, questions qui permettent indirectement de se faire une idée sur le statut de pauvreté subjective du ménage, la première concerne le revenu mensuel nécessaire pour vivre, tel que perçu par le ménage. Sa formulation est la suivante: "*Selon vous, quel est le montant de revenu nécessaire par mois pour vivre sans difficultés dans votre localité ?*". La personne de référence de chaque ménage était appelée à répondre à cette question pour un individu de 15 ans ou plus et pour son ménage. Le montant annoncé de par la formulation de la question est un *revenu minimum d'aisance* tel que perçu par le ménage plutôt qu'un *revenu minimum pour joindre les deux bouts*. La comparaison du revenu minimum d'aisance déclaré pour le ménage avec le revenu observé du ménage⁴ donne le premier item du score de pauvreté subjective. Il est dénommé *Item de revenu* et vaut 1 si le revenu minimum d'aisance est supérieur au revenu observé et 0 dans le cas contraire.

³ Voir Lollivier et Verger (1997)

⁴ Estimé par la dépense de consommation finale (Voir Méthodologie de construction de l'indicateur de niveau de vie et du seuil de pauvreté au Cameroun en 2001)

Avant d'en arriver à la comparaison du revenu observé avec le revenu minimum d'aisance déclaré, cette dernière série a nécessité quelques traitements. Quelques valeurs jugées extrêmes ont été remplacées par une valeur minimale (pour la queue) et une valeur maximale (pour la tête)⁵. Ces traitements ont concerné 2,1 % des observations.

La deuxième question sur l'aisance financière concerne la couverture des dépenses du ménage par les revenus de ses membres. La formulation est la suivante: "*Toutes les dépenses du mois de votre ménage sont-elles couvertes par les revenus de ses membres ?*". Les réponses à cette question permettent de créer l'*Item de couverture des dépenses* qui vaut 0 si le ménage a répondu oui et 1 sinon. La dernière question sur l'aisance financière concerne les difficultés quant au paiement des factures d'électricité. La question a été formulée ainsi qu'il suit: "*Combien de fois au cours des 12 derniers mois, votre ménage a-t-il été privé de l'électricité pour non-paiement des factures ?*". L'*Item de coupure d'électricité* issu de cette question vaut 0 si le ménage n'a pas subi de suspension d'électricité et 1 si le ménage a subi au moins une suspension au cours des 12 derniers mois ou alors si le ménage ne dispose pas d'électricité. En effet, la question sur la privation de l'électricité concernait aussi bien les ménages abonnés que ceux s'approvisionnant chez un voisin ou utilisant un compteur collectif, qu'il s'agisse de l'hydroélectricité ou de l'électricité produite par un groupe électrogène. De ce point de vue, les ménages n'ayant pas accès à l'électricité peuvent être considérés comme étant défavorisés, de même que ceux ayant été victimes de privations pour non paiement au cours des 12 derniers mois.

La perception du statut de pauvreté du ménage par lui-même comporte deux questions qui sont proches mais permettent de saisir des réalités différentes. La première concerne directement la perception du statut de pauvreté du ménage sans aucune référence. Elle est libellée comme suit: "*Pensez-vous que votre ménage est pauvre ?*". Les réponses permettent de définir l'*Item du statut de pauvreté* qui vaut 1 si la réponse est oui et 0 sinon. La deuxième question permet au ménage, à la différence de la première, de se classer sur une échelle à quatre niveaux de vie. Sa formulation est la suivante: "*Si l'on vous demande de classer les ménages en très pauvre, pauvre, ni pauvre ni riche ou riche où placerez-vous votre ménage ?*". L'*Item de classement* est construit à partir des réponses à cette question ; il vaut 1 si le ménage a choisi les modalités "*très pauvre*" ou "*pauvre*" et 0 si le ménage a plutôt choisi les modalités "*ni pauvre ni riche*" ou "*riche*".

A terme, chacun des cinq items construits opère une partition des ménages en deux groupes: ceux qui ont une perception défavorable (code 1) et ceux qui ont une perception favorable (code 0). Le tableau ci-après présente ces résultats.

⁵ A été considérée comme valeur extrême toute valeur y tel que $\text{Log}(y)$ n'est pas contenu dans l'intervalle $\text{Moyenne}(\text{Log}Y) \pm 2 \text{ Ecart type}(\text{Log}Y)$ où Y est la série des revenus minimums d'aisance déclarés. La valeur minimale est de 12000 FCFA (imputée à 1,4% d'observations) et la valeur maximale est de 1 000 000 FCFA (imputée à 0,7% des observations).

Tableau 2.1 Partition des ménages selon les modalités des items de pauvreté subjective

Perception	Items d'aisance financière						Items de perception de la pauvreté			
	Item de revenu		Item de couverture des dépenses		Item de coupure d'électricité		Item du statut de pauvreté		Item de classement de ménages	
	Nombre de ménages	%	Nombre de ménages	%	Nombre de ménages	%	Nombre de ménages	%	Nombre de ménages	%
Favorable	363 222	11,6	1 695 909	54,3	555 353	17,8	410 551	13,2	576 051	18,5
Défavorable	2 757 714	88,4	1 425 027	45,7	2 565 583	82,2	2 710 385	86,8	2 544 885	81,5
Total	3 120 936	100,0	3 120 936	100,0	3 120 936	100,0	3 120 936	100,0	3 120 936	100,0

Source: ECAM II; I.N.S.

Comme on peut l'observer dans le tableau, excepté l'item de couverture des dépenses, tous les quatre autres items isolent des proportions de ménages du même ordre de grandeur, ayant une perception défavorable de leurs conditions de vie. L'on peut déjà à ce niveau présager d'un fort taux de pauvreté subjective. Le calcul de ce taux passe par la définition d'un indicateur et d'une ligne de pauvreté.

L'indicateur ou le score de pauvreté subjective est défini comme la somme simple des valeurs prises par les items précédemment construits. Un score de 0 réalisé par un ménage voudrait dire que celui-ci a une perception favorable à tout point de vue, il devrait être classé "non pauvre subjectivement". De même, un score de 5 voudrait dire que le ménage a une perception défavorable à tout point de vue et devrait être classé comme "pauvre subjectivement".

Si le classement des scores extrêmes ne pose aucun problème, celui des scores intermédiaires nécessite la fixation d'une ligne. Pour ce faire, l'on observe la répartition des ménages selon les scores de pauvreté subjective présentée dans le tableau ci-après.

Tableau 2.2 Répartition des ménages selon le score de pauvreté subjective

Score	Nombre de ménages	Pourcentage	Pourcentage cumulé
5	786 140	25,2	25,2
4	1 428 820	45,8	71,0
3	620 426	19,9	90,9
2	215 716	6,9	97,8
1	64 904	2,1	99,8
0	4 930	0,2	100,0
Total	3 120 936	100,0	

Source: ECAM II; I.N.S.

La dernière colonne du tableau fait observer une progression plus ou moins régulière et une rupture importante entre les scores 4 et 5. Cela suggère que l'on fixe la ligne de pauvreté subjective à 4. Ainsi, tout ménage ayant un score de pauvreté au plus égal à 3 est considéré comme "non pauvre subjectivement" et tout ménage dont le score est égal à 4 ou 5 est considéré comme "pauvre subjectivement". La fixation de la ligne de pauvreté subjective donne naissance à une nouvelle variable dénommée **subject** et qui vaut 1 si le ménage est pauvre subjectivement et 0 sinon.

Il est important de souligner que l'approche mise en œuvre a pris en compte des items que l'on peut considérer comme plus objectifs que subjectifs dans la perception des conditions de vie du ménage par lui-même (les items d'aisance financière notamment). L'expression pauvreté subjective ne doit donc pas s'entendre ici dans son sens premier.

2.2 Profil de pauvreté subjective

Telle que définie, la pauvreté subjective touche au niveau national environ 7 ménages sur 10. Cette incidence est élevée mais elle se situe dans la logique de tous les taux de pauvreté calculés selon l'approche subjective qui sont en général plus élevés que dans d'autres approches (notamment objectives)⁶. Les ménages auraient tendance à percevoir tout signe de vulnérabilité (avéré ou non) comme signe de la pauvreté. En considérant les items élémentaires construits, une proportion négligeable de ménages (2 ménages sur 1000) est classée favorablement tandis que 1/4 est classé défavorablement par tous les cinq items. Ces chiffres au plan national cachent quelques disparités qui sont fonction de certaines caractéristiques du ménage ou de son chef.

Par rapport à la région de résidence, les deux grandes métropoles camerounaises (Yaoundé et Douala) réalisent les taux de pauvreté subjective les plus faibles. Elles sont suivies par un groupe de régions dont les taux peuvent être qualifiés de modérés car situés autour du taux national. Il s'agit (dans l'ordre croissant des taux) des provinces du Sud, de l'Ouest, de l'Adamaoua, du Littoral, du Centre, du Nord et du Sud-Ouest. Il y a enfin un groupe de trois régions dont les taux de pauvreté subjective peuvent, au regard du taux national, être jugés élevés. Il s'agit des provinces du Nord-Ouest, de l'Est et de l'Extrême-Nord.

Ce classement des régions par rapport à la pauvreté subjective ne semble pas avoir d'explication probante. Toutefois, le fait que les villes de Douala et de Yaoundé soient les régions les mieux classées aussi bien par l'approche subjective que par l'approche monétaire et que les régions mal classées par cette dernière approche ne le soient pas toutes par la première présage déjà de ce que les deux approches sont complémentaires et non confondues. Nous y reviendrons largement dans le chapitre III.

Si l'on considère maintenant le milieu de résidence, la différence est nette entre le milieu rural et le milieu urbain. Comme pour les autres approches de la pauvreté déjà étudiées, la pauvreté subjective touche plus les ménages ruraux que les ménages urbains. Cette différence est importante puisque l'écart entre les taux de pauvreté subjective urbain et rural est de plus de 17 points. En milieu urbain, environ 60% de ménages sont pauvres subjectivement contre environ 77% en milieu rural.

⁶ Voir *Economie et Statistique* N° 308-309-310, 1997, p. 44.

Ce résultat est à mettre en rapport avec la nature des activités exercées dans chacun des deux milieux. Dans le milieu rural, il y a une prédominance des activités agricoles dont on a vu dans l'approche monétaire que les promoteurs étaient les plus défavorisés. Ici, c'est également le cas. Parmi les ménages dont le chef est opérateur agricole (exploitant, salarié, etc.), 80% sont pauvres subjectivement. C'est le taux de pauvreté subjective le plus élevé lorsque l'on répartit les ménages selon le groupe socio-économique de leurs chefs. Les ménages dirigés par les travailleurs du secteur public et ceux des travailleurs du secteur privé formel, qui sont plus nombreux en milieu urbain, sont les moins affectés par cette forme de pauvreté. Ces deux groupes de ménages ont par ailleurs des taux de pauvreté subjective comparables. Les ménages dirigés par des opérateurs du secteur informel non agricole, qu'on retrouve en nombre considérable aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural, sont parmi les ménages dirigés par les actifs occupés les plus touchés par la pauvreté subjective après ceux des opérateurs agricoles.

Tableau 2.3 Répartition des ménages par statut de pauvreté subjective selon certaines de leurs caractéristiques et celles de leurs chefs

Variables	Modalités	Statut de pauvreté subjective			
		Non pauvre		Pauvre	
		Effectif	%	Effectif	%
Région de résidence du ménage	Douala	123 177	39,0	192 647	61,0
	Yaoundé	117 202	42,1	161 189	57,9
	Adamaoua	45 855	31,2	100 951	68,8
	Centre	65 757	29,5	157 502	70,5
	Est	29 438	21,2	109 154	78,8
	Extrême-Nord	99 178	20,5	384 527	79,5
	Littoral	50 852	30,0	118 786	70,0
	Nord	60 277	27,2	161 454	72,8
	Nord-Ouest	86 067	21,7	309 682	78,3
	Ouest	116 269	32,7	239 039	67,3
	Sud	35 703	33,2	71 856	66,8
	Sud-Ouest	76 199	26,8	208 173	73,2
Milieu de résidence du ménage	Urbain	441 697	40,5	649 196	59,5
	Rural	464 278	22,9	1 565 764	77,1
Taille du ménage	1 pers	183 499	44,2	232 042	55,8
	2 à 3 pers	230 203	28,2	584 844	71,8
	4 à 6 pers	268 529	25,4	787 237	74,6
	7 à 10 pers	161 792	25,7	466 645	74,3
	11 à 15 pers	50 511	29,9	118 622	70,1
	16 pers ou plus	11 441	30,9	25 571	69,1
Sexe du chef de ménage	Masculin	650 933	27,4	1 726 405	72,6
	Féminin	255 042	34,3	488 555	65,7
Classe d'âge du chef de ménage	Moins de 20ans	15 039	33,7	29 587	66,3
	20-29ans	188 329	32,5	391 215	67,5
	30-39ans	211 399	27,3	562 118	72,7
	40-49ans	177 103	27,3	471 185	72,7
	50-59ans	129 471	26,7	355 085	73,3
	60ans ou plus	184 634	31,3	405 770	68,7
Niveau d'instruction du chef de ménage	Sans niveau	229 979	22,9	775 118	77,1
	Primaire	243 737	23,8	779 616	76,2
	Sec. 1er cycle	186 514	32,8	381 501	67,2
	Sec. 2nd cycle	134 998	41,8	188 225	58,2
	Supérieur	110 747	55,0	90 500	45,0
Groupe socio-économique du chef de ménage	Travailleurs du public	122 722	42,6	165 536	57,4
	Travailleurs du privé formel	155 308	40,5	228 271	59,5
	Opérateurs agricoles	291 458	19,6	1 194 843	80,4
	Opérateurs de l'informel non agricole	188 140	31,2	415 701	68,8
	Chômeurs	55 114	36,1	97 414	63,9
	Inactifs	93 234	45,2	113 196	54,8
CAMEROUN		905 974	29,0	2 214 960	71,0

Source: ECAM II; I.N.S.

La situation des ménages dont le chef est chômeur et ceux dirigés par des inactifs est quelque peu surprenante. Les ménages dirigés par des personnes au chômage sont en effet moins touchés par la pauvreté subjective que ceux de certaines catégories d'actifs occupés (notamment les opérateurs agricoles et ceux du secteur informel non agricole). Les ménages dirigés par des inactifs quant à eux réalisent le taux de pauvreté subjective le plus faible. Ces résultats inattendus sont cependant cohérents avec ceux de l'approche monétaire, ce qui dans une certaine mesure témoigne de leur robustesse.

Lorsque l'on répartit les ménages selon le sexe de leurs chefs, le taux de pauvreté subjective est nettement plus élevé chez ceux dont le chef est de sexe masculin que chez ceux dont le chef est de sexe féminin. Les femmes semblent donc avoir, plus que les hommes, une perception plus optimiste des conditions de vie de leurs ménages respectifs.

La taille des ménages ne semble pas beaucoup les discriminer selon le statut de pauvreté subjective. En dehors des ménages unipersonnels qui ont un taux de pauvreté relativement faible (56 %), les autres ménages, quelle que soit leur taille, ont des taux de pauvreté subjective comparables. Ces taux semblent cependant décroître pour des tailles très grandes (au-delà de 10 personnes) mais les différences ne sont pas marquées.

Pour ce qui est de l'âge de la personne de référence, les ménages peuvent être classés en deux principaux groupes au sein desquels les taux de pauvreté sont comparables. Le premier groupe est composé des ménages dont le chef a moins de 30 ans ou plus de 59 ans. Le taux de pauvreté subjective dans ce groupe est en moyenne de 67,5%. Le deuxième groupe est formé des ménages dont le chef a entre 30 et 59 ans, ce groupe a un taux moyen de pauvreté relativement plus élevé que dans le premier se situant à environ 73%.

Le niveau d'instruction du chef de ménage semble être une variable déterminante du statut de pauvreté subjective. En effet, le taux de pauvreté subjective décroît progressivement à mesure que le niveau d'instruction croît. Il passe ainsi de 77% dans les ménages dont le chef n'a pas fréquenté d'école officielle à 67% dans les ménages dont le chef a le niveau du premier cycle du secondaire et à 45% dans les ménages dirigés par des personnes ayant fait des études supérieures. Ces résultats corroborent une fois encore ceux déjà trouvés dans le cadre des analyses issues des autres approches de la pauvreté (notamment l'approche monétaire et l'approche par les conditions de vie).

L'analyse qui vient d'être faite, parce que plus descriptive, ne rend pas compte de l'influence propre que peut avoir chaque variable quant à la détermination du statut de pauvreté subjective. D'où la nécessité d'analyser les résultats d'un modèle économétrique.

Les résultats de l'estimation d'un modèle logistique, en prenant comme variable dépendante la variable *Subject* (qui donne le statut de pauvreté subjective) et comme variables explicatives les principales variables analysées précédemment, confirment les grandes tendances déjà relevées. Les caractéristiques du ménage (région et milieu de résidence, taille), celles de son chef (groupe socio-économique, niveau d'instruction, sexe, âge) et la possession ou non d'un patrimoine (maison, actions, épargne, terre exploitée) sont des éléments qui semblent influencer le statut de pauvreté subjective telle que définie. Cependant, en raison de la forte proportion de pauvres, les différences ne sont pas très importantes entre les modalités des différentes variables.

Par rapport à la région de résidence, le modèle fait ressortir qu'il n'y a pas de différence significative par rapport au phénomène de la pauvreté subjective entre les villes de Douala et Yaoundé et les provinces du Littoral, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. On pourrait également regrouper les trois provinces septentrionales dans un groupe et le reste des provinces dans un autre groupe. La pauvreté subjective semble moins fréquente dans ces deux groupes de provinces que dans la ville de Yaoundé. Elle l'est cependant un peu plus dans le dernier groupe que dans le premier.

Les ménages du milieu rural ont plus de chance d'être pauvres subjectivement que ceux du milieu urbain. Cela semble être, comme on l'a déjà relevé, une conséquence du caractère peu rémunérateur des activités agricoles principalement exercées dans ce dernier milieu. Ainsi, un ménage exploitant (pour des activités agricoles) une parcelle de terre a plus de chances d'être pauvre subjectivement qu'un autre qui n'en exploite pas. De même, un ménage dont le chef exerce dans le secteur agricole a deux fois plus de chances d'être pauvre subjectivement que celui dont le chef est employé du secteur public. Ce rapport de chance est le plus élevé parmi les différents groupes socio-économiques. Les travailleurs du secteur informel et même les chômeurs sont dans une meilleure condition de ce point de vue.

Les ménages dirigés par les femmes semblent être en meilleure condition que ceux dirigés par les hommes. De même que les ménages dirigés par des personnes âgées par rapport à ceux dirigés par des personnes relativement jeunes. En effet, un ménage dont le chef a moins de 20 ans a 2,4 fois plus de chances d'être pauvre subjectivement que celui dont le chef a 60 ans ou plus. Ce rapport de chance semble décroître avec l'âge du chef de ménage. L'on peut donc penser que la perception des conditions de vie devient plus optimiste avec l'âge.

En ce qui concerne la taille du ménage, les ménages unipersonnels semblent moins exposés à la pauvreté subjective que tous les autres. En effet, à l'exception des ménages de très grande taille (au-delà d'une quinzaine de personnes), les autres ménages ont environ deux fois plus de chances d'être pauvres subjectivement que les ménages unipersonnels.

Comme pour les autres formes de pauvreté étudiées, le manque d'instruction du chef de ménage expose le ménage à la pauvreté subjective. Un ménage dont le chef n'a pas été à l'école a près de quatre fois plus de chance d'être pauvre subjectivement que celui dont le chef a fait des études supérieures. Ce rapport de chance par rapport au ménage dont le chef a fait des études supérieures décroît de façon régulière avec le niveau d'instruction du chef de ménage. Cela donne à conclure que plus le niveau d'instruction de son chef est élevé, moins le ménage est exposé à la pauvreté subjective.

De même que le niveau d'instruction, la possession d'un certain patrimoine semble être un atout face à la pauvreté subjective. Il peut s'agir d'une épargne, d'une ou de plusieurs maisons d'habitation (le plus souvent en location) ou des actions, titres de propriétés ou obligations. Il est important de souligner ici qu'il y a d'autres éléments du patrimoine dont la possession ne change guère la position face à la pauvreté subjective, il s'agit d'une ou de plusieurs parcelles de terre, du réseau de relations et du fait d'avoir obtenu un crédit d'affaires.

Comme cela a été plusieurs fois relevé dans le profil de pauvreté subjective qui vient d'être établi et dans le chapitre 1, il semble y avoir, pour certaines variables, des résultats concordants entre l'approche subjective et l'approche monétaire. Cette présomption mérite d'être explorée en profondeur. C'est l'objet du chapitre suivant.

Tableau 2.4 Résultats de l'estimation du modèle logistique

Nombre d'observations	10992		
LR chi2 (36)	1247,4		
Prob > chi2	0,0000		
Log vraisemblance	-6372,2		
Variables	Odds Ratio	z	P>z
Région de résidence			
Douala	1,06	0,68	0,496
Yaoundé	ref	ref	ref
Adamaoua	0,59	-4,61	0,000
Centre	0,66	-3,83	0,000
Est	0,80	-2,02	0,043
Extrême-Nord	0,58	-5,34	0,000
Littoral	1,04	0,37	0,708
Nord	0,60	-4,50	0,000
Nord-Ouest	1,04	0,40	0,689
Ouest	0,72	-3,33	0,001
Sud	0,80	-2,09	0,037
Sud-Ouest	1,05	0,40	0,692
Milieu de résidence du ménage			
Urbain	ref	ref	ref
Rural	1,39	5,72	0,000
Taille du ménage en classes			
1 personne	ref	ref	ref
2 à 3 personnes	2,12	10,47	0,000
4 à 6 personnes	2,15	10,74	0,000
7 à 10 personnes	2,14	9,59	0,000
11 à 15 personnes	1,88	5,78	0,000
16 personnes ou plus	1,48	2,07	0,039
Sexe du chef de ménage			
Masculin	ref	ref	ref
Féminin	0,62	-9,10	0,000
Groupe socio-économique du chef de ménage			
Travailleur du public	ref	ref	ref
Travailleur du privé formel	1,22	2,44	0,015
Agriculteur	2,21	8,83	0,000
Travailleur de l'informel	1,53	5,32	0,000
Chômeur	1,59	4,26	0,000
Inactif	1,17	1,48	0,138
Classe d'âge du chef de ménage			
Moins de 20 ans	2,41	4,92	0,000
20 - 29 ans	1,74	6,35	0,000
30 - 39 ans	1,99	8,36	0,000
40 - 49 ans	1,71	6,62	0,000
50 - 59 ans	1,40	4,16	0,000
60 ans ou plus	ref	ref	ref
Niveau d'instruction du chef de ménage			
Non scolarisé	3,87	12,72	0,000
Primaire	2,84	11,43	0,000
Secondaire premier cycle	2,00	7,84	0,000
Secondaire deuxième cycle	1,67	5,59	0,000
Supérieur	ref	ref	ref
Possession d'une épargne			
Oui	ref	ref	ref
Non	1,35	6,26	0,000
Possession d'actions			
Oui	ref	ref	ref
Non	1,81	3,24	0,001
Possession de maisons			
Oui	ref	ref	ref
Non	1,51	6,83	0,000
Possession de terres exploitées			
Oui	ref	ref	ref
Non	0,88	-2,15	0,032

Source : ECAM II, I.N.S.

CHAPITRE 3. PAUVRETE SUBJECTIVE ET PAUVRETE MONETAIRE

Etant donné les multiples facettes que revêt la pauvreté et les différentes approches pour l'étudier, il convient dans ce chapitre de les rapprocher afin de mieux catégoriser les ménages selon ce phénomène et de dire si les approches subjectives et monétaires d'analyse de la pauvreté sont redondantes, concurrentes ou complémentaires. Il s'agit essentiellement de mettre en évidence les concordances et divergentes de ces différentes approches. Pour rester dans la même logique que dans les deux premiers chapitres, le présent chapitre comporte deux parties : la première étudie les relations entre la pauvreté monétaire et la pauvreté subjective selon l'approche directe et la deuxième partie étudie les mêmes relations par rapport à l'approche indirecte de la pauvreté subjective.

3.1 Approche directe de la pauvreté subjective et pauvreté monétaire

Le statut de pauvreté monétaire des ménages est comparé tour à tour avec son statut de pauvreté subjective par rapport aux voisins, par rapport aux parents ou sans référence.

Le rapprochement entre le statut de pauvreté monétaire et le statut de pauvreté du ménage par rapport à celui des voisins permet de constater que 79% des pauvres sur le plan monétaire se déclarent pauvres par rapport à leurs voisins. Par ailleurs, seulement 37% des ménages jugés non pauvres monétairement se confirment comme tels par rapport à leurs voisins.

Tableau 3.1 Taux de pauvreté subjective par rapport aux voisins selon le statut de pauvreté monétaire du ménage

Région	Milieu urbain			Milieu rural			Ensemble		
	Pauvres	Non pauvres	Total	Pauvres	Non pauvres	Total	Pauvres	Non pauvres	Total
Douala	53,4	47,1	47,6	///	///	///	53,4	47,1	47,6
Yaoundé	64,0	49,8	50,9	///	///	///	64,0	49,8	50,9
Adamaoua	84,1	65,8	70,5	85,3	81,9	83,2	85,0	76,8	79,7
Centre	76,9	54,1	56,1	84,7	70,1	75,6	84,6	68,3	74,0
Est	81,8	54,7	57,0	85,1	74,0	77,8	85,0	70,8	75,2
Extrême-Nord	77,1	67,0	69,5	85,6	82,5	84,0	85,1	80,1	82,4
Littoral	64,6	56,8	58,0	74,8	66,9	69,6	72,6	62,3	65,0
Nord	65,7	61,9	62,8	80,5	83,4	82,3	78,5	78,4	78,4
Nord-Ouest	66,0	57,4	58,7	77,5	66,6	72,2	76,8	64,0	69,6
Ouest	64,7	59,1	60,4	81,4	67,9	72,3	78,4	65,5	69,5
Sud	57,8	56,9	57,1	79,4	67,8	70,1	77,5	66,7	68,8
Sud-Ouest	64,8	45,8	47,3	70,6	60,8	64,0	70,1	55,2	59,0
Cameroun	65,6	52,1	53,7	81,1	72,3	75,8	78,9	63,4	68,1

Source : ECAM II, I.N.S.

De même, à propos de la pauvreté subjective par rapport aux parents, elle concerne 67% de ménages pauvres sur le plan monétaire tandis que 41% des ménages classés non pauvres sur ce plan affirment vivre mieux que leurs parents. C'est dire que jusqu'à un tiers des ménages monétairement pauvres pensent être relativement aisés par rapport à leurs parents. Et deux cinquièmes des ménages non pauvres sur le plan monétaire pensent avoir un niveau de vie inférieur à celui de leurs parents.

Tableau 3.2 Taux de pauvreté subjective par rapport aux parents selon le statut de pauvreté monétaire du ménage

Région	Milieu urbain			Milieu rural			Ensemble		
	Pauvres	Non pauvres	Total	Pauvres	Non pauvres	Total	Pauvres	Non pauvres	Total
Douala	72,0	62,5	63,2	///	///	///	72,0	62,5	63,2
Yaoundé	75,2	57,9	59,3	///	///	///	75,2	57,9	59,3
Adamaoua	66,8	57,0	59,5	67,0	62,0	63,9	66,9	60,4	62,7
Centre	80,6	57,8	59,8	77,1	64,2	69,0	77,1	63,4	68,3
Est	67,9	40,0	42,4	52,6	50,1	51,0	53,1	48,4	49,9
Extrême-Nord	71,2	66,3	67,5	79,6	76,2	77,9	79,1	74,7	76,7
Littoral	87,8	59,6	63,7	60,6	59,7	60,0	66,4	59,6	61,4
Nord	42,7	51,1	49,2	68,4	62,4	64,6	64,9	59,8	61,6
Nord-Ouest	65,0	46,1	48,9	51,8	46,5	49,2	52,6	46,4	49,1
Ouest	68,5	65,0	65,8	68,0	59,6	62,4	68,1	61,1	63,2
Sud	59,0	57,2	57,5	68,0	58,3	60,2	67,2	58,2	59,9
Sud-Ouest	39,6	39,6	39,6	65,5	54,5	58,2	63,1	49,0	52,6
Cameroun	68,1	57,4	58,7	67,2	60,5	63,2	67,4	59,1	61,6

Source : ECAM II, I.N.S.

C'est surtout à propos du jugement que les chefs de ménages ont sur leur propre ménage sans référence pré-établie et du classement qu'ils donnent à leur ménage sur une échelle de niveau de vie que l'on peut mieux apprécier la convergence ou la divergence entre les approches de pauvreté monétaire ou objective et de pauvreté subjective.

D'après les tableaux 3.3 et 3.4 ci-dessous, la quasi-totalité des chefs de ménages pauvres sur le plan monétaire affirment spontanément être pauvres ou même très pauvres et ceci dans toutes les régions. Mais près de 2 ménages seulement sur 10 non pauvres sur le plan monétaire sont considérés par leurs chefs comme tels. La non concordance entre l'aisance monétaire et l'aisance subjective traduit la nécessité d'utiliser plusieurs approches de la pauvreté pour en saisir les différentes facettes.

Tableau 3.3 Taux de pauvreté subjective sans référence selon le statut de pauvreté monétaire du ménage

Région	Milieu urbain			Milieu rural			Ensemble		
	Pauvres	Non pauvres	Total	Pauvres	Non pauvres	Total	Pauvres	Non pauvres	Total
Douala	91,8	78,9	79,9	///	///	///	91,8	78,9	79,9
Yaoundé	92,3	77,3	78,5	///	///	///	92,3	77,3	78,5
Adamaoua	90,7	82,0	84,2	91,9	81,7	85,6	91,7	81,8	85,2
Centre	100,0	81,9	83,4	96,7	88,1	91,3	96,7	87,4	90,7
Est	89,8	70,2	71,9	92,6	88,2	89,7	92,5	85,2	87,5
Extrême-Nord	82,0	72,2	74,6	90,9	90,5	90,7	90,4	87,7	88,9
Littoral	95,3	83,0	84,8	97,1	85,2	89,2	96,7	84,2	87,5
Nord	90,7	79,2	81,9	83,4	85,1	84,5	84,3	83,7	83,9
Nord-Ouest	91,3	82,1	83,4	95,0	92,7	93,9	94,8	89,7	91,9
Ouest	95,0	87,5	89,2	98,0	93,8	95,2	97,4	92,1	93,7
Sud	78,0	73,2	74,0	96,8	86,6	88,6	95,1	85,2	87,1
Sud-Ouest	90,9	79,4	80,4	91,6	83,6	86,2	91,6	82,0	84,5
Cameroun	91,3	79,3	80,7	93,1	88,6	90,4	92,8	84,5	87,0

Source : ECAM II, I.N.S.

Tableau 3.4 Pourcentages de ménages classés subjectivement pauvres ou très pauvres par leur chef selon leur statut de pauvreté monétaire du ménage

Région	Milieu urbain			Milieu rural			Ensemble		
	Pauvres	Non pauvres	Total	Pauvres	Non pauvres	Total	Pauvres	Non pauvres	Total
Douala	89,1	71,5	72,9	///	///	///	89,1	71,5	72,9
Yaoundé	90,1	71,8	73,3	///	///	///	90,1	71,8	73,3
Adamaoua	94,0	69,3	75,7	83,4	76,6	90,8	85,6	74,3	78,2
Centre	100,0	68,2	71,0	90,8	85,7	90,1	91,0	83,7	86,3
Est	95,4	67,5	69,9	94,9	85,9	93,2	94,9	82,8	86,6
Extrême-Nord	86,1	66,7	71,5	89,3	87,8	93,1	89,1	84,6	86,7
Littoral	95,3	81,0	83,1	94,2	83,1	84,3	94,4	82,1	85,4
Nord	84,1	62,8	67,8	86,5	87,3	97,9	86,2	81,6	83,2
Nord-Ouest	78,9	68,5	70,1	87,3	83,6	91,4	86,7	79,3	82,6
Ouest	79,1	70,6	72,5	90,6	86,8	94,2	88,5	82,4	84,3
Sud	75,3	65,5	67,1	93,1	75,7	81,5	91,6	74,6	77,9
Sud-Ouest	100,0	71,2	73,4	89,4	80,2	82,3	90,4	76,8	80,3
Cameroun	87,7	71,1	73,1	89,3	84,3	90,5	89,0	78,5	81,7

Source : ECAM II, I.N.S.

3.2 Approche indirecte de la pauvreté subjective et pauvreté monétaire

Les relations entre la pauvreté subjective évaluée de façon indirecte et la pauvreté monétaire peuvent être analysées d'une part en évaluant les corrélations entre les deux indicateurs ou les scores enregistrés et d'autre part en décryptant le portrait des ménages pauvres au regard de certains critères.

Le coefficient de corrélation entre l'indicateur du statut de pauvreté monétaire et celui de pauvreté subjective (variable *Subject*) est de 0,22. Il est de -0,31 entre le score de pauvreté subjective et l'indicateur monétaire du niveau de vie⁷. Ces niveaux relativement faibles de corrélation traduisent le fait que les deux approches d'analyse de la pauvreté (monétaire et subjective) sont plutôt complémentaires. Chacune d'elles ne peut prétendre saisir totalement les aspects abordés dans les deux approches. Il y a donc une différence conceptuelle entre l'approche monétaire et l'approche subjective du phénomène de pauvreté. Cette différence semble importante car environ 64 % des ménages non pauvres selon la pauvreté monétaire sont classés pauvres par la pauvreté subjective. Inversement, 14 % de ménages non pauvres subjectivement sont pauvres selon l'approche monétaire.

Tableau 3.5 Répartition des ménages selon les symptômes de pauvreté

Statut de pauvreté	Effectif	%
Aucun symptôme de pauvreté	779 034	25,0
Au moins un symptôme de pauvreté	2 341 872	75,0
Un symptôme de pauvreté et un seul	1 529 362	49,0
Dont :		
Pauvreté monétaire	126 911	4,1
Pauvreté subjective	1 402 451	44,9
Les deux symptômes	812 509	26,0

Source : ECAM II, I.N.S.

⁷ Voir I.N.S. « Méthodologie d'élaboration de l'indicateur de niveau et de vie et de calcul du seuil », pour la méthodologie de sa construction.

Le tableau 3.5 indique que 3/4 des ménages sont pauvres selon au moins une des deux approches. Le quart restant est donc épargné par la pauvreté monétaire et la pauvreté subjective. Par ailleurs, si la pauvreté avait été définie par le cumul des deux aspects monétaire et subjectif, le taux de pauvreté aurait été de 26 %.

Pour aller plus en profondeur des relations qui lient la pauvreté subjective à la pauvreté monétaire, nous avons à partir de ces deux concepts défini des critères de pauvreté qui les associent chacun différemment. Ces associations ont conduit à quatre critères de pauvreté et nous cherchons à identifier les caractéristiques des ménages qui les présentent. Cette analyse est faite au moyen des résultats des régressions logistiques (tableau 3.6) en prenant à chaque fois comme variable dépendante l'indicateur de pauvreté du critère considéré.

Le premier critère de pauvreté concerne les ménages qui ne disposent pas de ressources suffisantes pour subvenir à leurs besoins essentiels mais qui ont globalement une perception optimiste de leurs conditions de vie. Il s'agit donc des ménages pauvres sous l'angle monétaire et non pauvres sous l'angle subjectif. Ces ménages ne sont pas très représentés puisqu'il y en a que 4 % dans l'ensemble. Par rapport à la ville de Yaoundé, ils sont plus fréquents dans tout le grand Nord du pays et dans les provinces du Centre, du Nord-Ouest et de l'Ouest. On les rencontre aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain et ils sont dirigés indifféremment par les hommes et les femmes. Ce sont des ménages généralement de grandes tailles dont le chef est plus fréquemment travailleur de l'informel, chômeur ou alors inactif. Ce type de pauvreté ne semble pas beaucoup affecter les ménages dont le chef a entre 30 et 39 ans par rapport à ceux dont le chef a 60 ans ou plus. Le niveau d'instruction et la possession d'un certain patrimoine ne semblent pas avoir d'effet sur le niveau de pauvreté subjective des ménages.

Le deuxième critère de pauvreté considéré concerne les ménages disposant des ressources suffisantes pour subvenir à leurs besoins essentiels mais ayant globalement une perception pessimiste de leurs conditions de vie. Ce sont les ménages non pauvres sous l'angle monétaire et pauvres sous l'angle subjectif. Ils représentent près de 45 % de l'ensemble des ménages et semblent être moins fréquents dans l'Adamaoua, le Centre, l'Extrême-Nord et l'Ouest qu'à Yaoundé. Comme pour le premier critère de pauvreté, on les rencontre aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. Par contre ce sont généralement des ménages de petite taille et beaucoup moins dirigés par les femmes. Les ménages dont le chef est inactif sont moins fréquents que les autres ; à l'opposé, ceux dont le chef a entre 30 et 49 ans sont plutôt plus fréquents. Une très bonne instruction du chef de ménage (niveau supérieur) et la possession d'une épargne ou d'au moins une maison supplémentaire semblent éloigner le spectre de ce type de pauvreté.

Le troisième critère de pauvreté concerne les ménages qui présentent au moins une des deux formes de pauvreté (monétaire ou subjective). Ce critère rassemble les ménages présentant une et une seule forme de pauvreté et ceux présentant les deux formes à la fois. Par rapport à la ville de Yaoundé, ces ménages sont plus fréquents dans la province du Nord-Ouest et moins fréquents dans les trois provinces du nord, au Centre, à l'Ouest et au Sud. Ces ménages sont plus représentés en milieu rural qu'en milieu urbain et ils sont plus fréquemment dirigés par les hommes que par les femmes. La probabilité pour un ménage de présenter ce type de pauvreté croît avec sa taille et décroît avec l'instruction de son chef. C'est un type de pauvreté qui concerne plus les ménages des exploitants agricoles et dans une moindre mesure ceux des travailleurs du secteur informel et ceux des chômeurs. Egalement, les ménages dont le chef a moins de 50 ans sont plus touchés relativement à ceux dont le chef a 60 ans ou plus avec un pic entre 30 et 39 ans. De même, les ménages ne possédant pas certains éléments de patrimoine tels qu'une épargne, des actions ou une maison supplémentaire sont également plus fréquents que ceux qui en ont, preuve que ces éléments de patrimoine diminuent la vulnérabilité à ce type de pauvreté.

Le quatrième et dernier critère de pauvreté considéré concerne les ménages qui ne disposent pas de ressources suffisantes pour subvenir à leurs besoins essentiels et qui ont également une perception pessimiste de leurs conditions de vie. Il s'agit donc des ménages pauvres sous l'angle monétaire et l'angle subjectif cumulativement. Ce sont des ménages qu'on retrouve généralement dans les deux provinces anglophones, au Littoral et dans l'Adamaoua. Ils sont plus fréquents en milieu rural qu'en milieu urbain et sont dirigés aussi bien par les femmes que par les hommes. Comme pour le troisième critère, la vulnérabilité à ce type de pauvreté croît considérablement avec la taille du ménage et décroît avec le niveau d'instruction du chef de ménage. Enfin, c'est un type de pauvreté qui touche relativement plus les ménages dont le chef a moins de 20 ans et la possession de certains éléments de patrimoine permettent d'en être moins vulnérable.

En définitive, aussi bien l'approche directe que l'approche indirecte de la pauvreté subjective sont surtout complémentaires à la pauvreté monétaire. Comme cela a été montré dans ce chapitre, des proportions non négligeables de ménages sont pauvres selon l'une des approches sans l'être selon l'autre. La présente étude montre d'ailleurs la nécessité de multiplier les approches d'analyse de la pauvreté pour pouvoir en cerner le véritable contour et identifier le noyau dur que constituent les ménages touchés par la pauvreté sous ses différents aspects.

Tableau 3.6 Analyse des cumuls des symptômes de pauvreté (modèles logistiques)

Variables	1 aspect (monétaire)		1 aspect (subjectif)		Au moins un aspect		Les deux aspects	
	Odds Ratio	z	Odds Ratio	z	Odds Ratio	z	Odds Ratio	z
Région de résidence								
Douala	(-0,95)	-0,15	(1,00)	0,01	(1,02)	0,24	(1,01)	0,07
Yaoundé	ref	ref	ref	ref	ref	ref	ref	ref
Adamaoua	3,41*	3,46	0,59*	-3,66	0,69*	-2,33	1,72*	2,47
Centre	2,18*	2,18	0,76*	-2,14	0,70*	-2,54	(1,32)	1,37
Est	(1,38)	0,67	(1,07)	0,49	(0,90)	-0,65	(1,13)	0,59
Extrême-Nord	2,40*	2,48	0,72*	-2,71	0,74*	-2,09	(1,22)	1,03
Littoral	(1,75)	1,50	0,82**	-1,72	(0,99)	-0,11	1,89*	3,24
Nord	2,89*	3,08	0,80**	-1,69	0,62*	-3,20	(0,95)	-0,23
Nord-Ouest	2,85*	3,03	(0,60)	-4,23	1,45*	2,70	3,55*	6,63
Ouest	2,69*	3,06	0,79*	-2,02	0,66*	-3,25	(1,11)	0,53
Sud	(1,49)	1,08	(1,03)	0,17	0,70*	-2,14	(0,87)	-0,62
Sud-Ouest	2,04**	1,65	(0,90)	-0,80	(1,27)	1,61	2,06*	3,43
Milieu de résidence du ménage								
Urbain	ref	ref	ref	ref	ref	ref	ref	ref
Rural	(1,23)	1,15	(0,90)	-1,30	1,65*	5,58	2,17*	7,36
Taille du ménage en classes								
1 personne	ref	ref	ref	ref	ref	ref	ref	ref
2 à 3 personnes	(1,67)	1,34	1,23*	2,27	2,22*	7,79	4,07*	7,05
4 à 6 personnes	3,97*	3,90	0,68*	-4,40	2,84*	10,13	11,90*	12,75
7 à 10 personnes	7,20*	5,31	0,42*	-8,66	3,71*	11,62	22,77*	15,31
11 à 15 personnes	14,18*	6,49	0,29*	-8,40	4,33*	9,57	29,72*	14,52
16 personnes ou plus	16,28*	5,41	0,19*	-5,25	5,20*	4,96	38,24*	11,16
Sexe du chef de ménage								
Masculin	ref	ref	ref	ref	ref	ref	ref	ref
Féminin	(1,11)	0,55	0,71*	-5,14	0,61*	-6,52	(1,00)	0,04
Groupe socio-économique du chef de ménage								
Travailleur du public	ref	ref	ref	ref	ref	ref	ref	ref
Travailleur du privé formel	2,12**	1,84	(1,04)	0,38	1,23**	1,85	0,69**	-1,88
Agriculteur	2,06**	1,84	(0,83)	-1,53	2,31*	6,66	2,21*	4,42
Travailleur de l'informel	2,85*	2,89	(1,08)	0,69	1,72*	4,95	1,35**	1,68
Chômeur	2,95*	2,47	(1,13)	0,88	1,87*	4,19	(1,36)	1,36
Inactif	3,12*	2,63	0,64*	-3,04	(1,14)	0,92	1,42**	1,66
Classe d'âge du chef de ménage								
Moins de 20 ans	(0,44)	-1,39	(1,07)	0,28	1,88*	2,25	2,34*	2,99
20 - 29 ans	(1,07)	0,26	(1,13)	1,13	1,83*	4,79	(1,12)	0,77
30 - 39 ans	0,57*	-2,40	1,32*	2,78	2,05*	5,83	1,25**	1,82
40 - 49 ans	(0,76)	-1,23	1,31*	2,75	1,76*	4,80	(1,08)	0,62
50 - 59 ans	0,65**	-1,93	(1,17)	1,54	1,37*	2,72	(1,13)	1,00
60 ans ou plus	ref	ref	ref	ref	ref	ref	ref	ref
Niveau d'instruction du chef de ménage								
Non scolarisé	(1,42)	0,73	1,70*	3,88	3,89*	9,25	6,24*	5,48
Primaire	(1,51)	0,95	1,69*	4,43	2,83*	8,56	5,11*	5,04
Secondaire premier cycle	(1,34)	0,67	1,74*	4,73	1,93*	5,68	3,35*	3,68
Secondaire deuxième cycle	(1,13)	0,24	1,64*	4,03	1,51*	3,49	(1,63)	1,41
Supérieur	ref	ref	ref	ref	ref	ref	ref	ref
Possession d'une épargne								
Oui	ref	ref	ref	ref	ref	ref	ref	ref
Non	(1,24)	1,14	0,85*	-2,64	1,39*	5,01	2,00*	7,78
Possession d'actions								
Oui	ref	ref	ref	ref	ref	ref	ref	ref
Non	(0,98)	-0,02	(1,19)	0,62	2,09*	3,23	3,32**	1,95
Possession de maisons								
Oui	ref	ref	ref	ref	ref	ref	ref	ref
Non	(1,07)	0,33	0,84*	-2,12	1,49*	4,79	1,98*	5,73
Possession de terres exploitées								
Oui	ref	ref	ref	ref	ref	ref	ref	ref
Non	(1,04)	0,20	(0,91)	-1,21	0,86**	-1,73	(0,98)	-0,23

*: coefficients significatifs à moins de 5 %

**: coefficients significatifs entre 5 et 10 %

(): coefficients non significatifs

Source : ECAM II, I.N.S..

CHAPITRE 4. PERCEPTION DES CAUSES DE LA PAUVRETE ET DES ACTIONS PRIORITAIRES D'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE

Entre autres aspects subjectifs de la pauvreté, l'ECAM II a fourni l'occasion de s'intéresser après les consultations participatives d'avril 2000, à la perception que les populations ont des causes et des solutions à ce phénomène. Les chefs de ménages ont été invités à choisir selon eux, les 3 principales causes de la pauvreté sur les 8 les plus citées lors des précédentes consultations participatives. De même, il leur a été demandé de choisir 3 actions qui leur semblent prioritaires pour améliorer leurs conditions de vie parmi les 12 actions les plus citées lors des mêmes consultations participatives.

4.1 Perception des causes de la pauvreté

Les tableaux 4.1, 4.2 et 4.3 résument les principales causes de pauvreté évoquées par les chefs de ménages par milieu, par région de résidence et selon le niveau de vie du ménage. Ils indiquent d'abord la distribution des premières causes citées par les chefs de ménages, puis celle des deuxièmes et celle des troisièmes causes. Enfin, chaque tableau donne la synthèse des déclarations en indiquant le poids de chaque réponse dans l'ensemble des réponses fournies par les ménages.

Il apparaît qu'au niveau national, selon les déclarations des chefs de ménage, les cinq principales causes de pauvreté les plus fréquemment citées en première, en deuxième ou en troisième position sont : le manque d'emplois, la baisse ou l'insuffisance des revenus, la mauvaise gestion et la corruption, l'absence de routes et le faible niveau d'instruction. Le manque d'emplois et la baisse ou l'insuffisance des revenus représentent chacune près du quart de l'ensemble des réponses fournies par les chefs de ménages ; environ 2 chefs de ménages sur 3 ont cité chacune de ces deux causes parmi leurs réponses. La mauvaise gestion/corruption est évoquée par près de la moitié des chefs de ménages enquêtés comme figurant parmi les trois premières causes de pauvreté ; elle représente à elle seule le sixième de l'ensemble des réponses déclarées par les chefs de ménages. L'absence de routes et le faible niveau d'instruction sont des causes comparables, chacune d'elles étant retenue par près de 3 chefs de ménages sur 10 et représentant près de 10% de l'ensemble des causes déclarées.

Plus de 4 chefs de ménages sur 10 estiment que le manque d'emplois vient en tête parmi les causes de la pauvreté au Cameroun. Cette cause semble d'autant plus importante que les chefs de ménages qui ont choisi d'autres causes au premier rang ont retenu majoritairement la baisse ou l'insuffisance des revenus (16,8%) ou l'absence des infrastructures routières (11%). Ceci peut s'interpréter pour la baisse ou insuffisance de revenus comme le sous-emploi ou la faible productivité du travail ; et pour l'absence des infrastructures routières comme une cause empêchant de créer son propre emploi ou d'écouler sa production.

Le classement des quatre principales causes de pauvreté au Cameroun correspond entièrement à celui effectué par les chefs de ménages urbains. Parmi ces derniers, plus de 6 sur 10 ont d'ailleurs retenu l'absence de travail comme première cause de pauvreté. En milieu rural, les cinq principales causes de pauvreté les plus citées restent globalement les mêmes que dans l'ensemble du pays. Cependant, la baisse ou l'insuffisance de revenus surclasse le manque d'emploi en première position, l'absence de routes puis la mauvaise gestion ou la corruption venant respectivement en troisième et quatrième positions.

Le profil du classement d'ensemble des causes de pauvreté au Cameroun est plus proche de celui des non pauvres que de celui des pauvres.

Selon le niveau de vie, les perceptions des pauvres et des non pauvres diffèrent quelque peu. Le classement général des causes de pauvreté par les pauvres est le même que pour le milieu rural, celui-ci ayant été identifié comme un réservoir de pauvres. Parmi les chefs de ménages pauvres, 35,5% attribuent d'abord leur pauvreté à l'absence d'emploi, 18,5% à la baisse ou insuffisance de revenus et 15,7% à l'absence des routes ; cette dernière proportion est deux fois plus importante chez eux que chez les non pauvres. Près de 8% de pauvres estiment que leur faible niveau d'instruction est la première explication de leur situation. L'absence de troupeau et le manque de terre sont cités en premier lieu chez les pauvres respectivement 2,3 et 2 fois plus que chez les non pauvres. La recherche de la dotation des pauvres en ces facteurs est alors un axe de la politique de réduction de la pauvreté.

L'on note également des différences dans le classement des principales causes de pauvreté selon la région de résidence des ménages. En effet, le problème de manque d'emploi se pose partout comme étant la première ou la deuxième cause de pauvreté dans l'ensemble. Ce problème semble se poser avec plus d'acuité dans les deux métropoles que sont Douala et Yaoundé où il représente près des trois dixièmes de l'ensemble des causes citées. Viennent ensuite les provinces de l'Ouest, du Sud-Ouest et du Littoral où le manque d'emploi représente un peu plus d'un quart de l'ensemble des causes de pauvreté citées ; ces régions ont la caractéristique d'être parmi les plus urbanisées.

La baisse ou l'insuffisance des revenus, qui est un corollaire du manque d'emploi, est plus fréquemment décriée comme cause de pauvreté par les ménages de l'Ouest, de l'Est, du Littoral, du Centre et du Nord. Dans les autres régions du pays, elle se classe au deuxième rang, sauf dans l'Adamaoua où elle vient en troisième position. Parmi les explications possibles de ce classement de la baisse ou l'insuffisance des revenus, il y a lieu de signaler la baisse des cours des produits de rentes (café et coton surtout) au cours de la période précédant l'enquête ainsi que le phénomène de sous-emploi. Le fait que cette baisse ou insuffisance des revenus ait été classée au premier rang des causes de pauvreté en milieu rural milite pour une telle argumentation.

Tableau 4.1 Fréquence des principales causes de la pauvreté citées par les ménages selon le milieu de résidence (en %)

Principales causes citées	1ère cause			2ème cause			3ème cause			Synthèse		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
Pas de travail	63,0	34,6	44,5	14,1	13,2	13,5	9,9	12,0	11,3	29,1	19,9	23,1
Pas d'instruction	4,6	6,9	6,1	11,1	11,8	11,6	8,4	9,5	9,1	8,0	9,4	8,9
Pas de troupeau	0,5	3,6	2,5	0,9	3,8	2,8	0,9	3,3	2,5	,8	3,6	2,6
Pas de terre	0,9	6,4	4,5	3,0	7,0	5,6	2,4	4,3	3,6	2,1	5,9	4,6
Pas de route	1,5	16,1	11,0	5,4	12,3	9,9	6,8	11,6	9,9	4,6	13,3	10,3
Paresse/sorcellerie	3,1	5,2	4,5	6,6	8,2	7,6	6,1	8,3	7,5	5,3	7,2	6,5
Mauvaise gestion/corruption	10,2	4,6	6,6	30,1	15,0	20,3	25,4	17,0	19,9	21,9	12,2	15,6
Insuffisance/baisse des revenus	13,0	18,9	16,8	23,0	22,6	22,7	32,2	25,3	27,7	22,7	22,3	22,4
Autres causes	3,2	3,7	3,5	5,9	6,2	6,1	7,8	8,6	8,3	5,6	6,1	6,0
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : ECAM II, I.N.S..

Tableau 4.2 Fréquence des principales causes de la pauvreté citées par les ménages selon leur niveau de vie (en %)

Principales causes citées	1ère cause			2ème cause			3ème cause			Synthèse		
	Pauvres	Non pauvres	Total	Pauvres	Non pauvres	Total	Pauvres	Non pauvres	Total	Pauvres	Non pauvres	Total
Pas de travail	35,5	48,4	44,5	12,7	13,9	13,5	12,5	10,7	11,3	20,3	24,4	23,1
Pas d'instruction	7,7	5,4	6,1	12,5	11,1	11,6	10,1	8,7	9,1	10,1	8,4	8,9
Pas de troupeau	4,1	1,8	2,5	4,9	1,9	2,8	3,5	2,1	2,5	4,2	1,9	2,6
Pas de terre	6,9	3,4	4,5	6,4	5,2	5,6	4,3	3,3	3,6	5,9	4,0	4,6
Pas de route	15,7	9,0	11,0	11,0	9,4	9,9	11,4	9,3	9,9	12,7	9,2	10,3
Paresse/sorcellerie	3,8	4,8	4,5	7,6	7,6	7,6	7,2	7,7	7,5	6,2	6,7	6,5
Mauvaise gestion/corruption	4,3	7,5	6,6	13,8	23,0	20,3	16,4	21,5	19,9	11,5	17,3	15,6
Insuffisance/baisse des revenus	18,5	16,1	16,8	23,8	22,3	22,7	25,4	28,7	27,7	22,5	22,4	22,4
Autres causes	3,4	3,5	3,5	7,2	5,6	6,1	9,1	8,0	8,3	6,6	5,7	6,0
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : ECAM II, I.N.S..

La corruption ou la mauvaise gouvernance quant à elle est classée au deuxième rang à Douala où elle représente près de 25% de l'ensemble des causes citées et est décriée par trois quarts des chefs de ménages. Elle se classe au troisième ou au quatrième rangs dans les autres régions sauf dans l'Extrême-Nord et l'Adamaoua où elle vient en cinquième et sixième positions respectivement.

L'absence de route qui est la quatrième cause de pauvreté sur le plan national est classée au quatrième ou au cinquième rang dans la plupart des régions du pays. Elle se situe d'ailleurs au troisième rang dans la province du Sud où elle représente 17,8% de l'ensemble des causes de pauvreté citées, de l'Est (16,9%), du Centre (16,4%) et du Nord-Ouest (13,6%). Près de la moitié des chefs de ménages du Sud, de l'Est et du Centre et 41% des chefs de ménage du Nord-Ouest l'ont retenue parmi les trois premières causes de pauvreté selon eux. Ce problème d'enclavement est également décrié dans l'Adamaoua et dans le Littoral (37% des chefs de ménages, 12,3% de l'ensemble des réponses) même s'il n'y occupe que la quatrième ou la cinquième place parmi les causes de pauvreté.

L'absence d'instruction formelle, cinquième dans le classement national des causes de pauvreté, vient en deuxième position dans l'Adamaoua où elle est évoquée une fois sur six. Bien que son classement dans les autres régions reflète plus ou moins le classement national, dans les provinces de l'Extrême-Nord, du Nord et dans une certaine mesure du Nord-Ouest qui, comme l'Adamaoua, sont des régions sous scolarisées du pays, ce problème décrié par plus de 3 chefs de ménages sur 10 représente plus de 10% de l'ensemble des causes de pauvreté citées.

Parmi les autres causes de pauvreté moins fréquemment évoquées par les ménages, il convient de signaler la paresse/sorcellerie qui se classe globalement du quatrième au sixième rang dans la majorité des 12 régions d'enquête. En particulier, la paresse/sorcellerie représente plus de 10% de l'ensemble des causes de pauvreté citées dans l'Adamaoua, l'Est et le Nord. L'absence de terre n'est régulièrement citée que dans l'Extrême-Nord (11,8% des réponses déclarées), et le manque de troupeau concerne essentiellement les principales régions d'élevage du bétail (notamment les trois provinces septentrionales du pays).

En résumé, les difficultés des ménages selon leurs propres déclarations, proviennent principalement des trois causes suivantes : le manque d'emplois, la baisse ou insuffisance des revenus⁸ et la corruption ou mauvaise gestion des ressources publiques. Toutefois, surtout en milieu rural et sans distinction du statut de pauvreté du ménage, le faible niveau d'instruction et les problèmes d'enclavement affectent également le niveau de vie des ménages. L'importance du différentiel entre pauvres et non pauvres concernant la cause du manque de troupeau, et le peu de ménages qui retiennent cette cause montre qu'il s'agit d'une raison qui discrimine bien selon le statut de pauvreté, mais qui est localisée dans les régions où l'on pratique l'élevage. Le manque de terre est encore plus rarement décrié et est surtout localisé en zone rurale dans quelques provinces.

⁸ Les déclarations relatives à la baisse ou insuffisance de revenus sont liées aux baisses des salaires et des cours des produits de base comparativement à la période où ces éléments étaient particulièrement rémunérateurs.

4.2 Perception des principales actions d'amélioration des conditions de vie

Parlant des principales actions d'amélioration des conditions de vie au Cameroun, les ménages estiment majoritairement que la première solution consiste à créer des emplois. Ensuite devraient intervenir la construction et le bitumage des routes. Puis, comme troisième et quatrième actions, la facilitation de l'accès aux soins de santé et aux médicaments, et la garantie des justes prix des produits agricoles. La cinquième action de lutte contre la pauvreté réside dans la facilitation de l'accès des populations à l'instruction formelle.

Ces solutions prioritairement préconisées par les ménages correspondent bien aux principales causes de pauvreté précédemment identifiées, ce qui dénote une certaine cohérence dans les déclarations des ménages. Ainsi, la création d'emplois répondrait au manque relevé dans ce secteur, la construction et le bitumage des routes au problème d'enclavement. La garantie des justes prix des produits agricoles permettrait d'assurer un revenu meilleur et peu aléatoire aux ménages producteurs agricoles. La facilitation de l'accès aux soins médicaux permettrait d'assurer une bonne santé nécessaire pour travailler et générer des revenus, de même que la facilitation de l'accès à l'instruction formelle répondrait au problème de manque d'instruction assez soulevé par les ménages et favoriserait l'accès à des emplois plus rémunérateurs. La lutte contre la corruption et les détournements, ainsi que la facilitation de l'accès aux services sociaux de base répondraient au problème de mauvaise gouvernance.

Le classement général ci-dessus des actions d'amélioration des conditions de vie au Cameroun masque quelques disparités selon le milieu de résidence, le niveau de vie du ménage et la région considérée.

En effet, si au niveau national les cinq solutions les plus fréquemment préconisées par les ménages reflètent le classement en milieu rural (en dehors de la permutation aux troisième et quatrième rangs entre la garantie des prix des produits agricoles et la facilitation de l'accès aux soins médicaux), il n'en est pas de même pour le milieu urbain. Dans ce milieu, c'est plutôt la lutte contre la corruption, suivie de la revalorisation des salaires qui se classent aux deuxième et troisième rang des actions qu'il faudrait entreprendre, juste après la création d'emplois. La facilitation de l'accès aux soins de santé et à l'instruction y constituent les quatrième et cinquième actions de lutte contre la pauvreté souhaitées par les ménages. Quant à la garantie des prix agricoles et à la création de routes, elles sont relayées respectivement aux septième et huitième rangs des solutions à la pauvreté en milieu urbain. L'on pourrait ainsi penser que comme les causes, les solutions préconisées contre la pauvreté reflètent d'abord les conditions de vie dans l'environnement des ménages interviewés.

Tableau 4.3 Fréquence des principales causes de la pauvreté citées par les ménages selon la région de résidence (en %)

Principales causes citées	Douala	Yaoundé	Adamaoua	Centre	Est	Extrême-Nord	Littoral	Nord	Nord-Ouest	Ouest	Sud	Sud-Ouest	Ensemble
Pas de travail	30,9	28,1	21,0	16,5	17,7	18,8	26,1	14,7	23,0	26,9	22,4	26,5	23,1
Pas d'instruction	6,7	8,8	16,1	4,7	8,8	11,6	4,8	11,1	12,0	6,9	4,9	7,2	8,9
Pas de troupeau	,4	,8	3,9	,3	1,9	9,6	,8	6,4	1,0	,5	,3	,2	2,6
Pas de terre	1,2	2,1	3,7	6,7	1,5	11,8	2,7	7,6	1,8	4,7	2,4	1,8	4,6
Pas de route	5,1	4,2	12,2	16,4	16,9	8,4	12,3	11,2	13,6	8,9	17,8	8,7	10,3
Paresse/sorcellerie	3,4	5,8	13,2	7,6	11,1	6,4	6,0	10,4	5,0	2,8	8,6	8,0	6,5
Mauvaise gestion/corruption	24,1	21,2	9,0	12,0	11,6	11,0	19,5	11,7	12,1	16,3	14,3	21,6	15,6
Insuffisance/baisse des revenus	23,9	23,2	13,3	25,1	26,8	17,6	25,4	19,9	21,8	28,7	20,2	22,6	22,4
Autres causes	4,3	5,8	7,6	10,8	3,8	4,8	2,3	7,0	9,7	4,3	9,1	3,3	6,0
Ensemble	10,1	8,9	4,7	7,1	4,4	15,5	5,5	7,1	12,6	11,4	3,5	9,1	100,0

Source : ECAM II, I.N.S..

Tableau 4.4 Fréquence des principales actions préconisées pour améliorer les conditions de vie des ménages selon le milieu de résidence (en %)

Principales actions préconisées	1ère action			2ème action			3ème action			Synthèse		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
Créer les emplois	62,3	29,7	41,1	11,7	9,6	10,3	5,7	7,0	6,6	26,6	15,5	19,3
Faciliter l'accès à l'instruction	4,5	8,2	6,9	12,2	11,3	11,6	6,7	8,6	7,9	7,8	9,4	8,8
Bitumer les routes	3,0	19,7	13,9	6,2	14,3	11,5	5,8	9,4	8,1	5,0	14,5	11,2
Faciliter l'accès aux soins médicaux	3,7	7,6	6,2	12,8	14,6	14,0	11,1	12,8	12,2	9,2	11,7	10,8
Faciliter l'accès aux logements	1,4	1,1	1,2	1,9	1,2	1,5	2,0	1,0	1,3	1,8	1,1	1,3
Construire les points d'eau	1,7	7,1	5,2	3,4	9,5	7,4	2,7	8,3	6,4	2,6	8,3	6,3
Lutter contre la corruption	5,6	2,4	3,6	18,4	7,9	11,6	14,9	6,7	9,5	13,0	5,7	8,2
Assurer la sécurité des personnes et biens	1,0	0,9	1,0	3,4	2,1	2,6	4,9	3,5	4,0	3,1	2,2	2,5
Garantir les prix des produits agricoles.	2,8	7,8	6,0	7,3	13,2	11,1	9,7	15,4	13,4	6,6	12,1	10,2
Bonne répartition des richesses	2,7	1,7	2,0	6,9	3,5	4,7	13,3	8,2	10,0	7,6	4,5	5,6
Revaloriser les salaires	7,7	2,5	4,3	10,4	2,9	5,5	14,9	4,2	7,9	11,0	3,2	5,9
Faciliter l'accès au crédit	1,9	7,2	5,3	3,2	5,7	4,8	4,6	9,5	7,8	3,2	7,5	6,0
Autres actions	1,7	4,0	3,2	2,2	4,2	3,5	3,7	5,4	4,8	2,5	4,5	3,8
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : ECAM II, I.N.S.

Les aspirations des ménages sont aussi profondément différentes entre les pauvres et les non pauvres. Indépendamment du niveau de vie, la création des emplois constitue la première action à mener. Cependant, par rapport aux ménages non pauvres, les ménages pauvres réclament plus un meilleur état des routes, la construction des points d'eau, les justes prix des produits agricoles et dans une certaine mesure l'accès au crédit et aux services sociaux de base (santé et éducation). Les priorités particulières des ménages non pauvres concernent la revalorisation des salaires⁹ et la lutte contre la corruption.

D'une région à l'autre, l'action la plus préconisée par les ménages contre la pauvreté varie. Ainsi, la construction des routes serait prioritaire à l'Est, dans le Nord et le Centre ; la facilitation de l'accès aux soins de santé et à l'éducation dans l'Adamaoua, la facilitation de l'accès au crédit dans l'Extrême-Nord ; par contre, dans les 7 autres régions d'enquête, c'est d'abord la création d'emplois qu'il convient d'assurer. La garantie des prix des produits agricoles se classe au deuxième rang et représente plus de 15% de l'ensemble des actions préconisées par les ménages de l'Est, de l'Ouest, du Littoral et du Centre, principales régions de production de café et de cacao. Près de la moitié des chefs de ménage de chacune de ces régions l'ont cité parmi les trois actions prioritaires pour contrer la pauvreté. Quant à la lutte contre la corruption, elle vient en deuxième position avec 13 à 17% des réponses fournies dans la province du Sud-Ouest, à Douala et à Yaoundé. Les autres actions de lutte contre la pauvreté se classent aussi de façon différente selon les régions, la construction des points d'eau pour les populations et le bétail par exemple occupant une place privilégiée dans les provinces septentrionales où se posent avec plus d'acuité les problèmes d'eau.

Pour résumer ces déclarations des ménages, l'on peut s'intéresser aux actions préconisées en première, deuxième ou troisième position par au moins 30% des chefs de ménages et donc, ayant fait l'objet d'au moins 10% de l'ensemble des propositions d'action. Ce faisant, il apparaît que toute politique de réduction de la pauvreté doit nécessairement entreprendre des actions de création d'emplois, de désenclavement, de garantie des prix des produits agricoles et de facilitation de l'accès aux soins de santé. En outre, la facilitation de l'accès à l'éducation et la lutte contre la corruption qui chacune, est tout de même préconisée par près de 25% des chefs de ménage et représente plus de 8% de l'ensemble des solutions proposées comme première, deuxième ou troisième action par les ménages ne devraient pas être négligées.

Quant aux bénéficiaires des actions dans ce cadre, les catégories les plus concernées par rapport au désenclavement devraient être les fournisseurs des produits d'exportation et les producteurs de cultures vivrières afin qu'ils accroissent leurs revenus et jouent pleinement leur rôle dans la promotion de la croissance économique.

⁹ Bien que la revalorisation des salaires soit un élément pour redynamiser la croissance, les salariés les plus concernés dans une politique de réduction de la pauvreté devraient être ceux qui touchent de très bas salaires, notamment le groupe des dépendants agricoles informels où l'incidence de pauvreté atteint 54,2%. La garantie des justes prix agricoles pourrait s'inscrire dans cette logique de revalorisation des revenus.

Tableau 4.5 Fréquence des principales actions préconisées pour améliorer les conditions de vie des ménages selon le niveau de vie (en %)

Principales actions préconisées	1ère action			2 ^{ème} action			3ème action			Synthèse		
	Pauvres	Non pauvres	Total	Pauvres	Non pauvres	Total	Pauvres	Non pauvres	Total	Pauvres	Non pauvres	Total
Créer les emplois	31,6	45,2	41,1	10,9	10,1	10,3	7,7	6,1	6,6	16,7	20,5	19,3
Faciliter l'accès à l'instruction	8,7	6,2	6,9	11,7	11,5	11,6	9,9	7,1	7,9	10,1	8,3	8,8
Bitumer les routes	19,5	11,5	13,9	12,2	11,2	11,5	9,4	7,6	8,1	13,7	10,1	11,2
Faciliter l'accès aux soins médicaux	7,1	5,8	6,2	15,3	13,4	14,0	12,1	12,3	12,2	11,5	10,5	10,8
Faciliter l'accès aux logements	1,8	1,0	1,2	1,6	1,4	1,5	0,7	1,6	1,3	1,4	1,3	1,3
Construire les points d'eau	6,7	4,6	5,2	9,5	6,5	7,4	7,9	5,7	6,4	8,1	5,6	6,3
Lutter contre la corruption	2,3	4,1	3,6	7,4	13,4	11,6	6,8	10,7	9,5	5,5	9,4	8,2
Assurer la sécurité des personnes et biens	1,0	0,9	1,0	2,4	2,6	2,6	3,4	4,3	4,0	2,3	2,6	2,5
Garantir les prix des produits agricoles.	7,9	5,2	6,0	13,1	10,3	11,1	15,7	12,4	13,4	12,2	9,3	10,2
Bonne répartition des richesses	2,0	2,0	2,0	4,1	4,9	4,7	8,2	10,7	10,0	4,8	5,9	5,6
Revaloriser les salaires	1,7	5,5	4,3	2,7	6,7	5,5	3,6	9,8	7,9	2,7	7,3	5,9
Faciliter l'accès au crédit	6,6	4,8	5,3	4,8	4,8	4,8	8,8	7,4	7,8	6,7	5,7	6,0
Autres actions	3,1	3,2	3,2	4,3	3,2	3,5	5,7	4,5	4,8	4,4	3,6	3,8
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : ECAM II, I.N.S..

Tableau 4.6 Fréquence des principales actions préconisées pour améliorer les conditions de vie des ménages selon la région (en %)

Principales actions préconisées	Douala	Yaoundé	Adamaoua	Centre	Est	Extrême-Nord	Littoral	Nord	Nord-Ouest	Ouest	Sud	Sud-Ouest	Ensemble
Créer les emplois	28,6	26,4	12,3	13,6	15,6	12,8	23,0	10,4	17,6	22,3	21,2	26,0	19,3
Faciliter l'accès à l'instruction	7,2	7,9	14,0	6,5	7,8	11,1	4,5	11,2	12,1	8,0	4,1	6,1	8,8
Bitumer les routes	5,2	4,0	11,7	19,0	18,0	8,3	12,6	14,4	15,9	9,1	18,4	9,9	11,2
Faciliter l'accès aux soins médicaux	10,0	9,0	14,5	13,1	12,2	12,5	5,9	14,0	12,2	12,2	7,7	4,1	10,8
Faciliter l'accès aux logements	1,5	2,9	1,2	0,9	2,8	1,3	1,3	1,2	1,2	,6	1,3	0,7	1,3
Construire les points d'eau	2,5	1,5	8,5	5,5	4,2	12,1	4,7	10,6	8,1	6,6	3,5	2,0	6,3
Lutter contre la corruption	13,5	13,3	3,3	6,3	5,7	5,5	10,7	3,0	5,8	6,1	6,3	16,7	8,2
Assurer la sécurité des personnes et biens	2,8	3,6	3,2	2,4	1,5	3,4	2,6	5,4	,7	1,0	1,9	1,9	2,5
Garantir les prix des produits agricoles.	4,9	6,2	3,8	14,7	17,6	8,6	16,5	8,4	8,8	17,7	8,5	9,6	10,2
Bonne répartition des richesses	7,6	8,5	3,7	5,5	3,4	4,3	8,2	2,5	5,0	4,2	4,2	8,5	5,6
Revaloriser les salaires	12,1	11,1	3,1	4,2	4,1	1,0	6,6	2,7	4,0	4,7	10,6	10,5	5,9
Faciliter l'accès au crédit	2,3	3,6	9,6	3,4	4,5	15,4	2,0	13,5	2,2	4,4	4,7	1,8	6,0
Autres actions	2,0	2,1	11,1	4,9	2,7	3,7	1,3	2,6	6,5	3,1	7,4	2,1	3,8
Ensemble	10,1	8,9	4,7	7,1	4,4	15,5	5,4	7,1	12,7	11,4	3,4	9,1	100,0

Source : ECAM II, I.N.S.

CONCLUSION

L'étude des aspects subjectifs de la pauvreté au Cameroun a enrichi davantage la connaissance de ce phénomène complexe en dévoilant l'une de ses multiples facettes. Les approches d'évaluation adoptées (directe et indirecte) ont permis d'analyser cette forme de pauvreté sous divers angles. Il s'est agi d'examiner directement le point de vue ou la perception que les chefs de ménage ont sur le niveau de vie de leur ménage soit à travers quelques réponses isolées à des questions spécifiques, soit en élaborant un seuil basé sur une combinaison des réponses aux questions précédentes.

Ces deux approches subjectives conduisent à des résultats jugés convergents et suivant lesquels l'ampleur de la pauvreté est élevée au Cameroun en 2001. Les populations sont en effet nombreuses à se sentir pauvres selon différentes appréciations.

L'analyse des différentes connexions entre les différentes approches de la pauvreté subjective et la pauvreté monétaire a fait ressortir que quelle que soit l'approche et quel que soit le concept adopté, une proportion non négligeable de ménages classés pauvres pour l'une des deux formes de pauvreté est classée non pauvre pour l'autre. Cela démontre une fois de plus le caractère complexe de la pauvreté et la difficulté de la saisir totalement suivant une seule approche.

Enfin, une analyse en profondeur de la perception par les ménages des causes de la pauvreté et des actions prioritaires d'amélioration des conditions de vie montre que les actions proposées sont en cohérence avec les causes évoquées. Par ailleurs le classement national des principales causes et donc des actions prioritaires connaît des modifications à l'intérieur des régions et des groupes de ménages en fonction de leur statut de pauvreté. Mais tout compte fait, toute politique de réduction de la pauvreté, si elle veut tenir compte des aspirations des populations doit envisager prioritairement des actions de création d'emplois, de désenclavement, de garantie des justes prix des produits agricoles et d'amélioration de l'accessibilité aux soins de santé et aux services d'éducation. La prise en compte de ces solutions parmi d'autres proposées par les ménages dans les stratégies d'amélioration de leurs conditions de vie s'inscrirait dans le cadre du processus participatif, facteur de bonne gouvernance que les pouvoirs publics se sont engagés à instaurer au Cameroun.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

DSCN/MINEFI (2002), “Conditions de vie des populations et profil de pauvreté au Cameroun en 2001 – Premiers résultats ” Enquête camerounaise auprès des ménages, Yaoundé.

INSEE, (1997), “Mesurer la pauvreté aujourd’hui”, *Economie et Statistique*, N° 308-309-310 :, Paris.

MINEFI (2000), “Document Intérimaire de Stratégie de Réduction de la pauvreté”, Yaoundé.

PONTY N., (1998), “Mesurer la pauvreté dans un pays en développement”, *STATECO*, n° 90-91, pp 53-67

RAVALLION M., (1998), “Poverty in theory and practice: Living standard measurement study”, Working Paper n° 133, World Bank Washington.

TENENHAUS M., (2000), “Méthodes statistiques en gestion”, ed. Dunod, Paris.